

# RAPPORT 2004 SUR LES PAYS LES MOINS AVANCÉS

Établi par le secrétariat de la CNUCED

## Deuxième partie

### COMMERCE INTERNATIONAL ET RÉDUCTION DE LA PAUVRETE

#### *Chapitre 5*

#### LIBÉRALISATION DES ÉCHANGES ET RÉDUCTION DE LA PAUVRETÉ DANS LES **PMA**



# Libéralisation des échanges et réduction de la pauvreté dans les PMA

## A. Introduction

Le présent chapitre traite de la principale mesure de politique commerciale — la libéralisation des échanges — adoptée ces dernières années par les gouvernements des PMA et examine s’il est oui ou non probable que la mise en œuvre de cette politique se traduise par un lien plus efficace entre la politique commerciale et la réduction de la pauvreté dans les PMA. Le chapitre est divisé en cinq sections. La section B décrit l’ampleur et la profondeur de la libéralisation des échanges dans les PMA en utilisant l’indice d’ouverture commerciale du FMI pour mesurer le degré d’ouverture de leurs économies. La section C décrit le processus de libéralisation dans les PMA, y compris ses étapes, son calendrier et son rythme. La section D analyse l’évolution de la pauvreté dans les PMA pendant et immédiatement après la libéralisation. Les deux sections suivantes examinent dans quelle mesure la libéralisation des échanges a influé sur les perspectives d’une réduction soutenue et substantielle de la pauvreté: d’abord le point de savoir si la croissance économique est ou non une croissance durable (section E), puis le problème de l’inclusivité de la croissance économique — croissance solidaire ou non solidaire (section F). La section finale récapitule les principales constatations.

## B. La profondeur et l’ampleur de la libéralisation des échanges

La profondeur et l’ampleur de la libéralisation des échanges dans les PMA peuvent être évaluées en utilisant l’indice d’ouverture commerciale du FMI qui classe les pays en fonction de leur taux de droits moyen et de leur recours plus ou moins important aux mesures non tarifaires. En 2002, sur la base de ces critères, sur 46 PMA pour lesquels des données étaient disponibles:

- Le taux de droits moyen était inférieur à 25 % dans 42 pays;
- Le taux de droits moyen était inférieur à 20 % dans 36 pays;
- Le taux de droits moyen était inférieur à 15 % dans 23 pays;
- Dans 29 PMA, les mesures non tarifaires étaient inexistantes ou négligeables, en ce sens qu’elles concernaient moins de 1 % de la production et des échanges; et
- Dans 28 PMA, il n’y avait pas de mesures non tarifaires, ou ces mesures étaient négligeables, et les taux de droits moyens étaient inférieurs à 25 %.

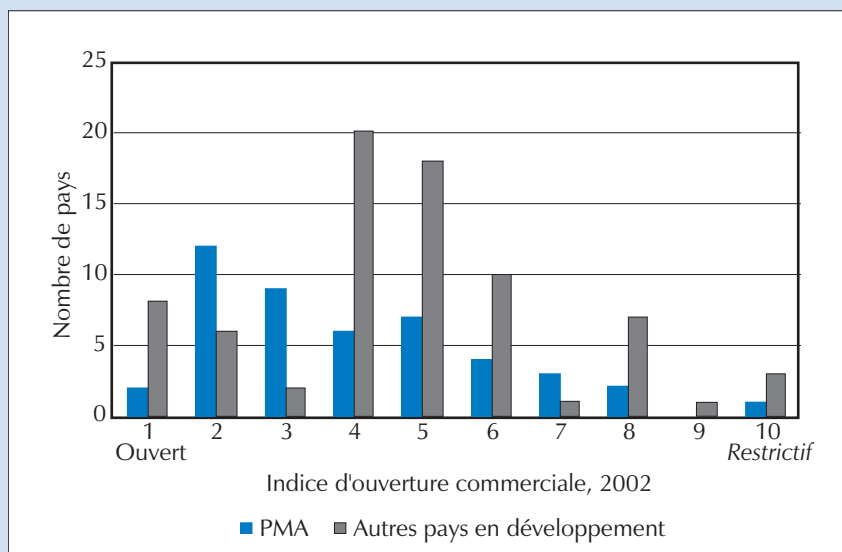
Pour mettre ces chiffres en perspective, il est intéressant de comparer le degré d’ouverture commerciale dans les PMA avec l’indicateur correspondant pour les autres pays en développement, ainsi qu’avec le degré d’ouverture commerciale, mesuré par le même indice, dans l’UE, au Japon et aux États-Unis. Le graphique 32 indique la distribution de fréquence de l’indice

---

*La libéralisation des échanges est allée plus loin dans les PMA que dans les autres pays en développement.*

---

GRAPHIQUE 32. PMA ET AUTRES PAYS EN DÉVELOPPEMENT - INDICE D'OUVERTURE COMMERCIALE, 2002



Source: Estimations du secrétariat de la CNUCED, d'après l'indice FMI d'ouverture commerciale.

Note: L'indice repose sur la classification suivante:

Droits de douane	Ouvert	Modéré	Restrictif
Ouvert	1	4	7
Relativement ouvert	2	5	8
Modéré	3	6	9
Relativement restrictif	4	7	10
Restrictif	5	8	10

Les droits de douane sont classés comme suit:

Ouvert: fourchette tarifaire moyenne  $0 \leq t < 10\%$ . Relativement ouvert:  $10 \leq t < 15\%$ . Modéré:  $15 \leq t < 20\%$ . Relativement restrictif:  $20 \leq t < 25\%$ . Restrictif:  $25\%$  et plus.

Les obstacles non tarifaires sont classés comme suit:

Ouvert: pas ou peu d'obstacles; moins de 1 % de la production ou des échanges sont touchés. Modéré: obstacles très présents dans au moins un important secteur de l'économie; de 1 à 25 % de la production ou des échanges sont touchés. Restrictif: de nombreux secteurs ou des pans entiers de production sont touchés, soit plus de 25 % de la production ou des échanges.

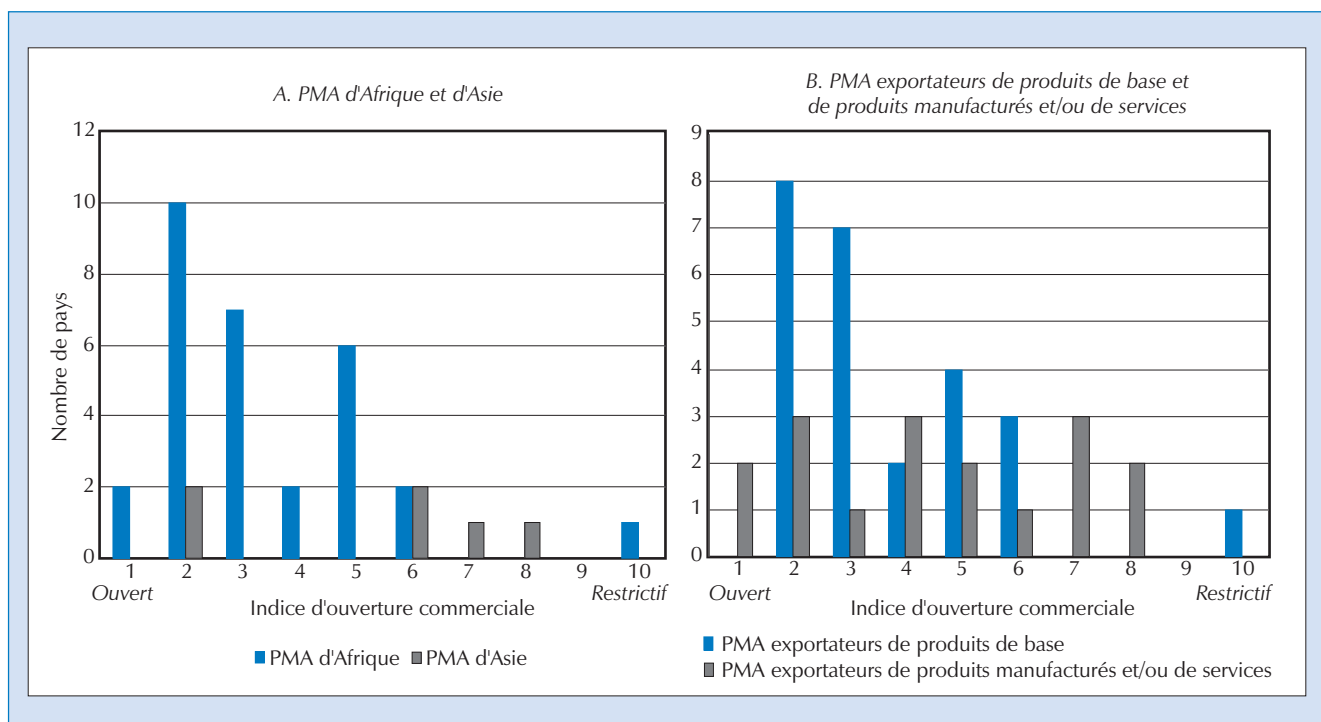
Pas de données disponibles pour l'Afghanistan et la Somalie dans la catégorie des PMA et pour les Palaos et les Tonga dans la catégorie des autres pays en développement.

*La libéralisation des échanges est plus profonde dans les PMA d'Afrique que dans ceux d'Asie, et plus profonde dans les PMA exportateurs de produits de base que dans les PMA exportateurs de produits manufacturés et/ou de services.*

d'ouverture aux importations en 2002, obtenue en utilisant le système de classement du FMI. De ce graphique, il ressort clairement que la libéralisation des échanges est allée plus loin dans les PMA que dans les autres pays en développement. Sur la base de ce critère, la libéralisation commerciale a été plus poussée dans la plupart des PMA que dans les principaux pays d'Asie et d'Amérique latine en cours d'industrialisation. L'indice moyen pour les PMA en tant que groupe était de quatre, ce que le FMI considère comme typique d'une économie ouverte, et était exactement le même que l'indice moyen pour l'UE, le Japon et les États-Unis.

Parmi les PMA, la libéralisation des échanges est plus profonde dans les PMA d'Afrique que dans ceux d'Asie (graphique 33A), et plus profonde dans les PMA exportateurs de produits de base que dans les PMA exportateurs de produits manufacturés et/ou de services (graphique 33B). C'est là un schéma déconcertant car, en général, les résultats à l'exportation obtenus par les PMA d'Asie ont été meilleurs que ceux des PMA d'Afrique, en raison le plus souvent

GRAPHIQUE 33. PMA D'AFRIQUE ET D'ASIE ET PMA EXPORTATEURS DE PRODUITS DE BASE ET D'ARTICLES MANUFACTURÉS ET/OU DE SERVICES - INDICE D'OUVERTURE COMMERCIALE, 2002



Source: Même que pour le graphique 32.

Note: Pas de données disponibles pour l'Afghanistan et la Somalie.

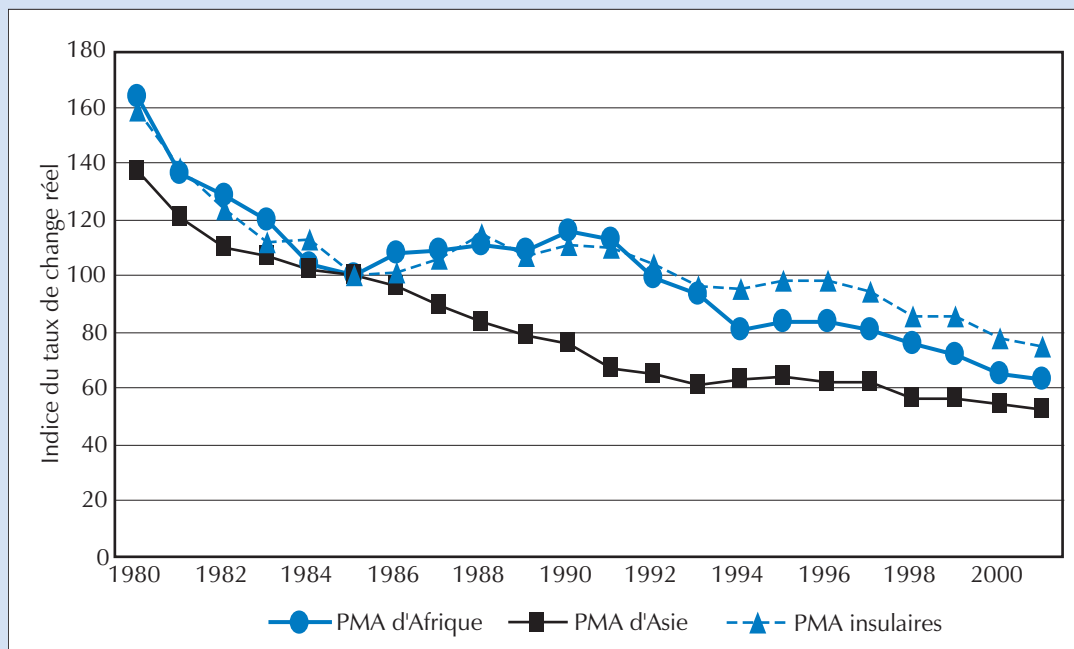
de leur plus grande spécialisation dans les exportations de produits manufacturés. Ce serait pourtant une erreur de penser que parce que les PMA d'Asie ont des régimes commerciaux plus restrictifs, d'après le classement du FMI, il n'y a pas eu de libéralisation dans ces pays. Le Bangladesh et la République démocratique populaire lao, par exemple, se sont tous deux engagés dans une libéralisation de grande ampleur dans les années 90. Au Bangladesh, le taux de droits moyen sur tous les produits a été abaissé de 114 % en 1989 à 22 % en 1999 (Khondker et Mujeri, 2002). En 1995, une libéralisation tarifaire de grande ampleur a eu lieu en République démocratique populaire lao lorsque le tarif douanier, qui comportait un taux maximum *ad valorem* de 150 %, a été remplacé par un tarif à six fourchettes, correspondant au nombre de taux de droits différents, avec un taux maximum de 40 % (Fane, 2003).

La question qui se pose ici concerne l'ampleur de la libéralisation réalisée. L'argument avancé n'est pas que les PMA d'Asie et ceux qui exportent des produits manufacturés et des services n'ont pas libéralisé les échanges. C'est que la libéralisation a été d'une telle profondeur parmi les PMA d'Afrique et les PMA exportateurs de produits de base. Cette idée peut être illustrée par une récente étude qui proposait de faire du Rwanda une zone franche englobant la totalité de l'économie, sur le modèle de Hong Kong (Chine) ou de Singapour. Cette proposition était considérée comme réaliste parce que le régime de politique commerciale du Rwanda n'était déjà «pas très éloigné de ceux de Hong Kong ou de Singapour» (de Rosa et Roningén, 2002:31)<sup>1</sup>. Il y a lieu aussi de rappeler que dans le fameux indice d'ouverture de Sachs-Warner qui, bien qu'amplement critiqué, a été fréquemment utilisé pour estimer le rapport entre ouverture et croissance économique, un seuil tarifaire de 40 % est l'un des indicateurs retenus pour distinguer une économie «ouverte» d'une économie «fermée» (Sachs et Warner, 1995). D'après ce critère, tous les PMA sont aujourd'hui des économies «ouvertes».

Les PMA aussi bien d'Afrique que d'Asie ont déprécié leurs monnaies dans une mesure analogue entre 1980 et 2002, mais le profil temporel du changement a considérablement varié. Ces profils temporels contrastés s'expliquent probablement par l'accroissement de l'endettement extérieur dans les PMA d'Afrique au début des années 80 et par le fait qu'ils n'étaient pas prêts à accepter les conséquences d'une dévaluation dans ce contexte.

Enfin, parallèlement à la libéralisation de leur commerce extérieur, les PMA ont aussi adopté des politiques de taux de change plus souples, accompagnées de dévaluations substantielles<sup>2</sup> de leur taux de change. Comme indiqué au graphique 34, les PMA aussi bien d'Afrique que d'Asie ont déprécié leurs monnaies dans une mesure analogue entre 1980 et 2002, mais le profil temporel du changement a considérablement varié. Dans les années 80, le taux de change réel moyen a été beaucoup plus fortement dévalué dans les PMA d'Asie que dans ceux d'Afrique. Dans les années 90, c'est le schéma inverse qui a prévalu, le taux de change réel moyen étant dévalué de plus de 50 % dans les PMA d'Afrique et de 23 % dans les PMA d'Asie au cours de la période 1990-2001. Ces profils temporels contrastés s'expliquent probablement par l'accroissement de l'endettement extérieur dans les PMA d'Afrique au début des années 80 et par le fait qu'ils n'étaient pas prêts à accepter les conséquences d'une dévaluation dans ce contexte. Avec l'introduction des programmes financés par le FMI au titre de la Facilité d'ajustement structurel (FAS) et de la Facilité d'ajustement structurel renforcée (FASR) à la fin des années 80, les taux de change réels moyens ont été fortement dévalués. La libéralisation des échanges et la dévaluation ont également eu lieu dans un contexte caractérisé par l'adoption générale de politiques économiques intérieures plus libérales passant par la privatisation, la réduction du rôle direct de l'État dans l'économie et la libéralisation du système financier national.

GRAPHIQUE 34. TENDANCES DES TAUX DE CHANGE RÉELS DANS LES PMA, 1980–2001  
(Indice 1985 = 100)



Source: Estimations du secrétariat de la CNUCED d'après la Banque mondiale, Indicateurs du développement dans le monde 2003, CD-ROM.

Note: Une hausse correspond à une appréciation, et une baisse à une dépréciation. Les taux de change réels ont été calculés comme correspondant à l'indice des prix intérieurs (approximé par le déflateur du PIB) sur le taux de change nominal multiplié par l'indice des prix à la consommation aux États-Unis.

## C. Étapes, calendrier et rythme de la libéralisation des échanges

La libéralisation des échanges a généralement eu lieu dans les PMA dans le cadre des programmes d'ajustement structurel que la plupart d'entre eux ont entrepris depuis le début des années 80. Elle ne s'inscrivait pas dans un processus global négocié de libéralisation des échanges. Elle était plutôt associée à la conditionnalité à laquelle le FMI et la Banque mondiale subordonnaient les apports d'aide et les allègements de dette. La promesse de réussites économiques devant résulter de l'ajustement, ainsi que la marginalisation des PMA dans le contexte des flux internationaux de capitaux privés et le fait que ces pays étaient tributaires des allègements de dette et de l'aide, expliquent pourquoi les PMA sont allés plus loin que les autres pays en développement sur la voie de la libéralisation des échanges.

### 1. ÉTAPES DU PROCESSUS DE LIBÉRALISATION DES ÉCHANGES

Quelques économistes commerciaux (par exemple Rodrik, 1990; Edwards, 1997) soutiennent que la stabilisation économique devrait précéder les réformes structurelles. En effet, l'instabilité macroéconomique est souvent l'une des causes les plus importantes d'une inversion des politiques (Edwards, 1992). En pratique, cependant, le processus de stabilisation coïncide généralement avec les réformes structurelles. En ce qui concerne la conduite du processus de libéralisation des échanges, qui fait partie intégrante du processus de réforme structurelle, Edwards (1997), sur la base de l'expérience, a défini comme suit la séquence la plus appropriée:

- a) L'État devrait identifier d'autres sources de recettes avant de procéder à des réductions tarifaires;
- b) Les licences d'importation et les interdictions devraient être éliminées aux premiers stades du programme de libéralisation et remplacées, si nécessaire, par des droits de douane;
- c) Une surévaluation du taux de change réel devrait être évitée et une politique d'ancrage nominal du taux de change devrait être adoptée au début de la réforme; et
- d) Une structure tarifaire uniforme devrait être adoptée pour des motifs d'efficacité.

À partir d'informations recueillies directement auprès des ministères du commerce de 16 pays<sup>3</sup>, complétées par des sources internationales pour 11 autres pays<sup>4</sup>, il a été possible de distinguer une série d'étapes communes généralement suivies par les PMA sur la voie de leur libéralisation. Ces étapes correspondent plus ou moins à la séquence, évoquée plus haut, recommandée par Edwards, mais il y a certaines divergences qui reflètent plus fidèlement d'autres conceptions de ce qui constitue la meilleure pratique (voir, par exemple, Michaely, 1986; et Balassa, 1985). En général, la réforme macroéconomique a débuté par:

- a) Une réforme du taux de change, nécessaire pour atténuer les tensions auxquelles étaient soumis les exportateurs, et une dévaluation monétaire;
- b) Les mesures de contrôle des prix et les restrictions à l'exportation ont été supprimées et la privatisation a démarré, afin de renforcer le rôle du secteur privé en éliminant les monopoles du commerce extérieur et en promulguant des lois sur l'investissement étranger;

---

*La libéralisation des échanges a généralement eu lieu dans les PMA dans le cadre des programmes d'ajustement structurel que la plupart d'entre eux ont entrepris depuis le début des années 80.*

---



---

*À partir d'informations recueillies directement auprès des ministères du commerce de 16 pays, complétées par des sources internationales pour 11 autres pays, il a été possible de distinguer une série d'étapes communes généralement suivies par les PMA sur la voie de leur libéralisation.*

---

- c) Les mesures quantitatives et les restrictions à l'importation ont été éliminées et/ou converties en droits *ad valorem*. Le régime tarifaire a été rationalisé et simplifié, ce qui passait par la réduction du nombre de fourchettes tarifaires. En outre, les taux appliqués ont été, en moyenne, réduits. L'introduction d'impôts indirects a généralement eu lieu à ce stade, ou peu après, afin de compenser le manque à gagner que représentait pour l'État la perte des recettes provenant des droits de douane;
- d) Des mesures visant à faciliter et soutenir les exportations sont entrées en vigueur;
- e) De nouvelles mesures de libéralisation ont été prises, sur une base régionale, lors de l'adhésion des pays à des zones de libre-échange ou à des unions douanières (Borgatti, 2003).

Certaines mesures ont été prises avant d'autres. Le Népal, Haïti et le Cap-Vert, par exemple, ont adopté des politiques de promotion des exportations plusieurs années avant de procéder à des réformes de leur tarif douanier. Si des mesures fiscales de substitution ont été prises dans la plupart des PMA avant que n'intervienne la réduction des droits de douane, une taxe à la valeur ajoutée (TVA) n'est entrée en vigueur en Guinée, en Ouganda et au Soudan qu'après la libéralisation du secteur des marchandises. Au Sénégal, une réduction des taux de droits intervenue dans le milieu des années 80 a été inversée à la fin de la décennie, en raison en partie de l'absence des recettes nécessaires pour remplacer celles provenant des droits de douane<sup>5</sup>.

En ce qui concerne les étapes du processus, les auteurs conseillent souvent aux pays qui libéralisent dans un environnement inflationniste d'entreprendre une réforme commerciale graduelle (Edwards, 1992). Pourtant, la Gambie, le Mozambique et le Soudan ont réalisé avec succès des réformes macroéconomiques et commerciales simultanées, à un rythme rapide et dans un environnement fortement inflationniste. Le risque que court un gouvernement qui entreprend des réformes dans un tel environnement, c'est d'être contraint de renoncer à ses engagements et de devoir retourner à ses politiques antérieures.

Pour les PMA, la fin du processus de libéralisation se caractérise par une participation générale à des accords régionaux. La fin des années 90, en particulier, a été marquée par un rapide progrès du régionalisme, sous forme de zones de libre-échange ou d'unions douanières. Le régionalisme a contribué à l'uniformité générale des taux de droits qui caractérise aujourd'hui les régimes commerciaux de nombreux PMA. Les membres de l'Union économique et monétaire d'Afrique de l'Ouest (UEMAO), du Marché commun d'Afrique de l'Est et d'Afrique australe (MECAFMO) et du Marché commun des Caraïbes (CARICOM) ont tous adopté un tarif extérieur à quatre fourchettes. D'autres pays ont eux aussi adopté des taux uniformes: la Gambie, la Mauritanie et le Cambodge ont un tarif à quatre fourchettes, l'Ouganda un tarif à trois fourchettes et la République-Unie de Tanzanie à cinq fourchettes<sup>6</sup>. Certains PMA d'Asie conservent une structure tarifaire «en cascade», les biens d'équipement et les intrants industriels étant assujettis à des droits faibles, tandis que des droits plus élevés s'appliquent aux produits de luxe non essentiels.

D'après les renseignements disponibles sur la séquence de la libéralisation du compte de capital, les PMA semblent avoir libéralisé simultanément leur secteur financier et leur secteur des marchandises. En Gambie, en Haïti, en Mauritanie et en Ouganda, la libéralisation du compte de capital a coïncidé avec la libéralisation du secteur des marchandises. Au Népal et au Togo,

---

*Le régionalisme a contribué à l'uniformité générale des taux de droits qui caractérise aujourd'hui les régimes commerciaux de nombreux PMA.*

---



lorsque les taux d'intérêt ont été libérés, la libéralisation du secteur des marchandises avait débuté mais n'était pas achevée. De même, la République-Unie de Tanzanie a assoupli les contrôles quatre ans environ avant la libéralisation du secteur des marchandises. En Zambie, le compte de capital a été libéralisé une première fois en 1982, au moment de la première libéralisation du secteur des marchandises. S'en est suivi en 1994 un revirement, puis une deuxième libéralisation du compte de capital, qui a eu lieu deux ans après le début de la libéralisation du secteur des marchandises. On notera que dans tous les pays étudiés, la libéralisation du compte de capital n'a jamais eu lieu après la libéralisation du secteur des marchandises (Borgatti, 2003).

Une caractéristique générale de la séquence du processus de libéralisation des échanges dans les PMA, c'est le fait que les mesures de soutien financier et autres mesures d'appui à leurs entreprises exportatrices n'ont pas été adoptées avant ou pendant les étapes initiales de la libéralisation du commerce extérieur. Le Cap-Vert, Haïti et le Népal avaient tous adopté des mesures de promotion des exportations avant l'entrée en vigueur des réformes du tarif douanier. Au Cap-Vert et au Népal, la stratégie de promotion des exportations a démarré cinq et neuf ans, respectivement, avant le début de la libéralisation des échanges. Dans le cas d'Haïti, les mesures prises comportaient un renforcement des liens commerciaux avec les États-Unis. Il convient de noter que dans chacun de ces pays, les exportations de produits manufacturés représentent la plus large part des exportations de marchandises.

Enfin, il est évident que la nécessité de mesures pour assurer la compétitivité des entreprises locales a été plus fortement ressentie à la suite de la libéralisation des échanges. La libéralisation a eu lieu alors que les entreprises locales n'étaient pas encore prêtes à affronter la concurrence internationale.

## 2. LE CALENDRIER ET LE RYTHME DE LA LIBÉRALISATION DES ÉCHANGES

En fonction du rythme de la libéralisation, les PMA peuvent être répartis en trois groupes (tableau 36):

- Pays où la libéralisation a été rapide — pays où la libéralisation a été réalisée dans un délai de cinq ans: Bénin, Cap-Vert, Gambie, Malawi, Mozambique, Soudan et Zambie;
- Pays où la libéralisation a été progressive — pays où la libéralisation a été réalisée au cours d'une période de 6 à 15 ans: Guinée, Haïti, Lesotho, Madagascar, Mali, Mauritanie, Népal, Ouganda et Togo; et
- Pays en cours de libéralisation – pays où les réformes se poursuivent: Bangladesh, Bhoutan, Burkina Faso, Burundi, Cambodge, Éthiopie, Maldives, Îles Salomon, République démocratique populaire lao et Sénégal.

La plupart des pays pour lesquels des données sont disponibles ont commencé à libéraliser dans les années 80, et seul un petit nombre n'ont pas encore achevé le processus. Parmi les pays où le processus a démarré dans les années 90, seuls le Cap-Vert, la Mauritanie et le Soudan avaient achevé la libéralisation de leur économie à la fin de la décennie. Le Bhoutan, le Burundi, les Îles Salomon et les Maldives n'ont commencé à assouplir les mesures de protection qu'à la fin des années 90 et la libéralisation s'y poursuit.

Il ressort d'une comparaison que certains PMA ont libéralisé leur économie plus rapidement que les pays qui sont souvent cités en exemple pour avoir

---

*Dans tous les pays étudiés, la libéralisation du compte de capital n'a jamais eu lieu après la libéralisation du secteur des marchandises.*

---



---

*La libéralisation a eu lieu alors que les entreprises locales n'étaient pas encore prêtes à affronter la concurrence internationale.*

---



---

*La plupart des pays pour lesquels des données sont disponibles ont commencé à libéraliser dans les années 80, et seul un petit nombre n'ont pas encore achevé le processus.*

---



TABLEAU 36. CLASSEMENT DE CERTAINS PMA EN FONCTION DU RYTHME DE LA LIBÉRALISATION DES ÉCHANGES

Libéralisation rapide	Libéralisation progressive	Libéralisation en cours
Bénin (5 ans)	Guinée (13 ans)	Bangladesh
Cap-Vert (5 ans)	Haïti (10 ans)	Bhoutan
Gambie (4 ans)	Lesotho (6 ans)	Burkina Faso
Malawi (5 ans)	Madagascar (8 ans)	Burundi
Mozambique (2 ans)	Mali (10 ans)	Cambodge
Soudan (5 ans)	Mauritanie (6 ans)	Éthiopie
Zambie (4 ans)	Népal (7 ans)	Îles Salomon
	Ouganda (6 ans)	Maldives
	Togo (9 ans)	République démocratique populaire lao
		Sénégal

Source: Borgatti (2003), d'après des données communiquées par les autorités nationales et d'autres sources internationales.

Note: La durée de l'épisode de libéralisation est indiquée entre parenthèses.

*Certains PMA ont libéralisé leur économie plus rapidement que les pays qui sont souvent cités en exemple pour avoir rapidement réformé et libéralisé leur économie.*

rapidement réformé et libéralisé leur économie, plus particulièrement le Chili. Le Chili a réalisé en cinq ans (1974-1979) la libéralisation de son économie dans une conjoncture économique qui était loin d'être optimale (Meller, 1994). Les sept PMA où la libéralisation de l'économie a été la plus rapide ont libéralisé au même rythme ou plus rapidement que le Chili.

Le tableau 37 indique les années de lancement du processus de libéralisation pour 26 pays. Les années retenues ont été choisies à partir d'une analyse reposant essentiellement sur l'évolution des droits de douane, des mesures non tarifaires et des politiques de taux de change. La première colonne indique la date de lancement du processus de libéralisation dans chaque pays étudié, et la deuxième colonne les principaux épisodes de libéralisation, à l'issue desquels un pays est classé dans le groupe des pays à économie ouverte. Les épisodes correspondent, aussi objectivement que possible, aux années où la gamme complète des mesures de libéralisation a été appliquée dans chaque pays.

Un aspect intéressant du calendrier de la libéralisation du commerce extérieur dans les PMA, c'est que la plupart des PMA exportateurs de minéraux sont les pays qui sont allés le plus loin, le plus tôt. En 1997, première année pour laquelle des données ont été publiées sur l'indice d'ouverture commerciale du FMI, 6 des 14 PMA ayant un indice de 1, 2 ou 3 — catégories les plus ouvertes — étaient des exportateurs de minéraux et tous les PMA exportateurs de minéraux, à l'exception du Libéria, étaient du nombre. La raison en est peut-être que les inquiétudes suscitées par les conséquences de la libéralisation des échanges pour l'agriculture et l'industrie locales étaient moins vives dans ces pays qu'ailleurs.

*Les auteurs qui traitent de la libéralisation du commerce extérieur soulignent la nécessité, pour un pays qui libéralise, d'éviter de recourir aux surévaluations du taux de change... Sur 18 PMA, 11 avaient un taux de change sous-évalué au cours de leurs épisodes de libéralisation.*

Les auteurs qui traitent de la libéralisation du commerce extérieur soulignent la nécessité, pour un pays qui libéralise, d'éviter de recourir aux surévaluations du taux de change, utilisées pour maintenir des barrières commerciales élevées. Shatz et Tarr (2000) soutiennent que les pays qui «se protègent» se trouvent dans l'impossibilité d'adopter des politiques de libre-échange sans procéder à un ajustement du taux de change. Il ressort des données disponibles pour 18 PMA que 11 d'entre eux avaient un taux de change sous-évalué au cours de leurs épisodes de libéralisation, et 5 un taux de change modestement surévalué, dans une proportion de 20 % ou moins. Seules la Mauritanie et la Zambie avaient des taux de change fortement surévalués pendant leurs épisodes de libéralisation (Borgatti, 2003).

TABLEAU 37. DATES DES ÉPISODES DE LIBÉRALISATION DES ÉCHANGES DANS LES PMA

Pays	Année de lancement du processus de libéralisation	Épisodes de libéralisation
Bangladesh	1986	1992 à aujourd'hui
Bénin	1988	1990–1994
Bhoutan	1996	1996 à aujourd'hui
Burkina Faso	1991	1992 à aujourd'hui
Burundi	2002	2002 à aujourd'hui
Cambodge	1994	1994 à aujourd'hui
Cap-Vert	1987	1997–2001
Éthiopie	1992	1996 à aujourd'hui
Gambie	1985	1985–1988
Guinée	1985	1985–1997
Haïti	1986	1987–1996
Îles Salomon	1997	1998 à aujourd'hui
Lesotho	1984	1994–1999
Madagascar	1988	1988–1996
Malawi	1988	1997–2001
Maldives	1998	1998 à aujourd'hui
Mali	1986	1991–2000
Mauritanie	1992	1992–1997
Mozambique	1987	1992–1993
Népal	1986	1986–1992
Ouganda	1981	1991–1996
République démocratique populaire lao	1988	1995 à aujourd'hui
République-Unie de Tanzanie	1984	1990 à aujourd'hui
Sénégal	1986	1994 à aujourd'hui
Soudan	1992	1996–2000
Togo	1988	1988–1996
Zambie	1982	1992–1995

Source: Même que pour le tableau 36.

Le tableau 38 montre que, dans un échantillon de 13 PMA qui avaient achevé l'ouverture de leur économie en 2001 ou avant et pour lesquels des données étaient disponibles, les taux de change réels s'étaient appréciés avant le démarrage du processus de libéralisation et dépréciés ensuite. Il n'y a que trois exceptions à cette règle, la Gambie, le Togo et la Zambie dont les taux de change réels se sont dépréciés au cours des cinq années qui ont précédé le début des épisodes de libéralisation. Les années de référence pour lesquelles ont été construits les indices du taux de change réel sont indiquées au tableau 39. L'ampleur de la dépréciation qui a suivi la libéralisation se situe dans un intervalle d'environ 30 % (en Guinée, en Ouganda et au Togo) à 4 % (au Mozambique). Il est intéressant de noter que la Zambie a enregistré une dépréciation de son taux de change réel avant de s'engager sur la voie de la libéralisation, mais que la dépréciation initiale s'est ensuite inversée pour faire place à une appréciation de 8 % après la libéralisation, avant d'amorcer une nouvelle dépréciation qui a ramenée le taux de change réel au même niveau que pendant la libéralisation.

*Une importante particularité des processus de libéralisation dans les PMA, c'est qu'ils ont coïncidé avec de fortes augmentations de l'aide étrangère à ces pays.*

### 3. L'AIDE ET LA LIBÉRALISATION DES ÉCHANGES

Une importante particularité des processus de libéralisation dans les PMA, c'est qu'ils ont coïncidé avec de fortes augmentations de l'aide étrangère à ces pays (Borgatti, 2003). Il y a aussi le fait que la libéralisation des échanges n'a pas été entreprise dans le contexte de négociations multilatérales, mais plutôt de façon unilatérale par les pays, généralement en tant que partie intégrante de

TABLEAU 38. INDICES DES TAUX DE CHANGE RÉELS<sup>a</sup> PENDANT, AVANT ET APRÈS LA LIBÉRALISATION

Pays	Avant la libéralisation	Épisodes de libéralisation	Après la libéralisation
Bénin	100,3	100	79,2
Cap-Vert	119,8	100	..
Gambie	65,9	100	91,7
Guinée <sup>b</sup>	..	100	67,3
Lesotho	120,5	100	75,1
Madagascar	135,1	100	86,3
Malawi	134,1	100	..
Mali	126,0	100	..
Mauritanie	132,6	100	70,9
Mozambique	127,6	100	96,5
Ouganda	155,4	100	69,8
Togo	93,2	100	65,7
Zambie	80,0	100	108,2

Source: Estimations du secrétariat de la CNUCED, d'après la Banque mondiale, *Indicateurs du développement dans le monde 2003*, CD-ROM.

Note: Haïti, le Népal et le Soudan n'ont pas été inclus faute de données.

<sup>a</sup> Les indices des taux de change réels ont été calculés sur la base des périodes définies au tableau 39, avec une moyenne de 100 pour les épisodes de libéralisation. Les taux de change réels ont été calculés comme correspondant à l'indice des prix intérieurs (mesuré de manière approchée en fonction du déflateur du PIB) sur le taux de change nominal multiplié par l'indice des prix à la consommation aux États-Unis.

<sup>b</sup> Faute de données, la période 1986–1997 a été retenue pour l'épisode de libéralisation de la Guinée.

TABLEAU 39. PÉRIODES DE RÉFÉRENCE<sup>a</sup> PENDANT, AVANT ET APRÈS LA LIBÉRALISATION

Pays	Périodes de prélibéralisation	Épisodes de libéralisation	Périodes de postlibéralisation
Bénin	1985-1989	1990-1994	1995-1999
Cap-Vert	1992-1996	1997-2001	..
Gambie	1980-1984	1985-1988	1989-1993
Guinée	1980-1984	1985-1997	1998-2001
Haïti	1982-1986	1987-1996	1997-2001
Lesotho	1989-1993	1994-1999	2000-2001
Madagascar	1983-1987	1988-1996	1997-2001
Malawi	1992-1996	1997-2001	..
Mali	1986-1990	1991-2000	..
Mauritanie	1987-1991	1992-1997	1998-2001
Mozambique	1987-1991	1992-1993	1994-1998
Népal	1981-1985	1986-1992	1993-1997
Ouganda	1986-1990	1991-1996	1997-2001
Togo	1983-1987	1988-1996	1997-2001
Zambie	1987-1991	1992-1995	1996-2000

Source: Borgatti (2003).

<sup>a</sup> Les périodes de référence correspondent aux dates retenues pour définir les épisodes de libéralisation et les périodes de pré et de postlibéralisation.

programmes d'ajustement structurel du FMI/de la Banque mondiale. Comme il est indiqué dans *Les pays les moins avancés, Rapport 2000* de la CNUCED, il y a eu un accroissement considérable de l'aide par habitant dans les PMA appliquant des programmes financés par la FAS et la FASR (CNUCED, 2000: graphique 40). La coïncidence dans le temps entre des apports d'aide accrus et la libéralisation des échanges est liée à l'augmentation des financements fournis aux pays lorsque les programmes d'ajustement structurel étaient correctement exécutés. En utilisant un modèle économétrique probit, Borgatti (2003) constate que la probabilité que les apports d'aide internationale influent sur le calendrier de la libéralisation des échanges dans les PMA est statistiquement significative, même en tenant compte de la présence des facilités d'ajustement structurel du FMI.

## D. L'impact à court terme de la libéralisation des échanges sur la pauvreté

### 1. OUVERTURE COMMERCIALE ET ÉVOLUTION DE LA CONSOMMATION PRIVÉE ET DE LA PAUVRETÉ DANS LES ANNÉES 90

L'évolution de la part de la population vivant avec moins de 1 dollar par jour au cours des années 90 a été examinée dans «*Les pays les moins avancés Rapport 2002* de la CNUCED» sur la base d'un échantillon de 36 PMA, classés en fonction du degré d'ouverture commerciale, à la fin des années 90. Il ne s'agissait pas de comparer la situation avant et après la libéralisation des échanges. Il est cependant raisonnable de penser que la plupart des pays ont abordé la décennie avec des régimes commerciaux beaucoup plus restrictifs, et qu'en conséquence la classification regroupe les pays en fonction de l'ampleur de la libéralisation réalisée. Les résultats, qui sont reproduits au graphique 35, montrent que l'incidence de la pauvreté a incontestablement augmenté dans les pays qui ont adopté les régimes commerciaux les plus ouverts et dans ceux qui ont maintenu les régimes commerciaux les plus fermés. Mais entre ces extrêmes, on observe une tendance au recul de la pauvreté dans les pays qui ont moins fortement libéralisé leurs régimes commerciaux, et à une aggravation de la pauvreté dans ceux où les régimes commerciaux ont été libéralisés dans une plus large mesure.

Une analyse des tendances de la consommation privée par habitant, effectuée à partir des données les plus récentes, confirme cette conclusion. De l'analyse des taux de croissance des exportations et de la consommation privée par habitant, il ressort que la relation commerce-pauvreté s'est améliorée entre la première et la deuxième moitié des années 90 dans les pays qui étaient «ouverts», et dans ceux qui appliquaient une politique commerciale «modérément ouverte» et «restrictive», d'après l'indice d'ouverture commerciale du FMI pour 2000. Mais la plus grande amélioration s'observe dans les pays qui ont modérément ouvert leur économie au cours de la décennie plutôt que dans ceux qui sont allés le plus loin dans l'ouverture (graphique 36).

Comme il l'était souligné par la CNUCED (2002), ce serait une erreur de conclure, au vu de ces tendances, que la libéralisation des échanges est cause de pauvreté. Les différences observées entre les groupes traduisent des influences très diverses et, en particulier, le fait que si les PMA exportateurs de produits manufacturés et de services ont entrepris de libéraliser leur commerce extérieur, ils sont allés moins loin dans cette voie que les PMA exportateurs de produits agricoles. C'est par ce facteur que s'explique la tendance apparemment atypique qui fait que les pays qui appliquent la politique commerciale la plus restrictive sont ceux qui enregistrent les taux les plus élevés de croissance des exportations. Mais il n'y a là aucune base permettant de conclure que la libéralisation du commerce extérieur, à court terme, réduit la pauvreté ou se traduit par une relation plus vertueuse entre commerce et pauvreté.

---

*L'incidence de la pauvreté a incontestablement augmenté dans les pays qui ont adopté les régimes commerciaux les plus ouverts et dans ceux qui ont maintenu les régimes commerciaux les plus fermés.*

---



---

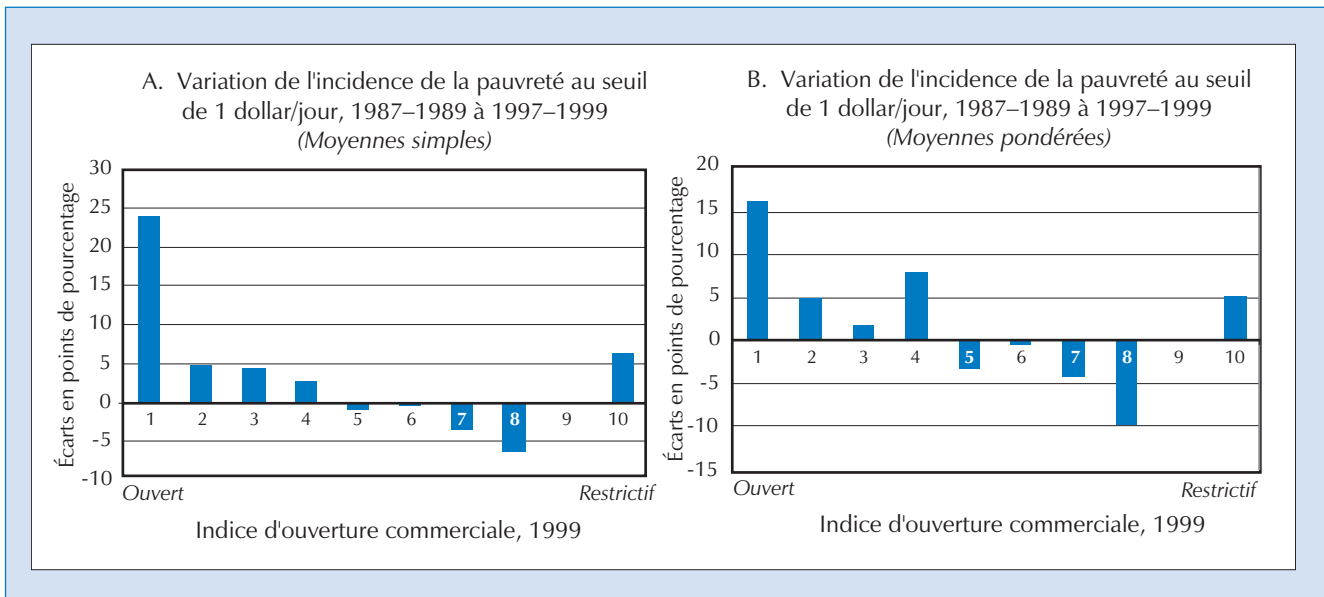
*La plus grande amélioration s'observe dans les pays qui ont modérément ouvert leur économie au cours de la décennie plutôt que dans ceux qui sont allés le plus loin dans l'ouverture.*

---

### 2. LA DIVERSITÉ DE L'IMPACT

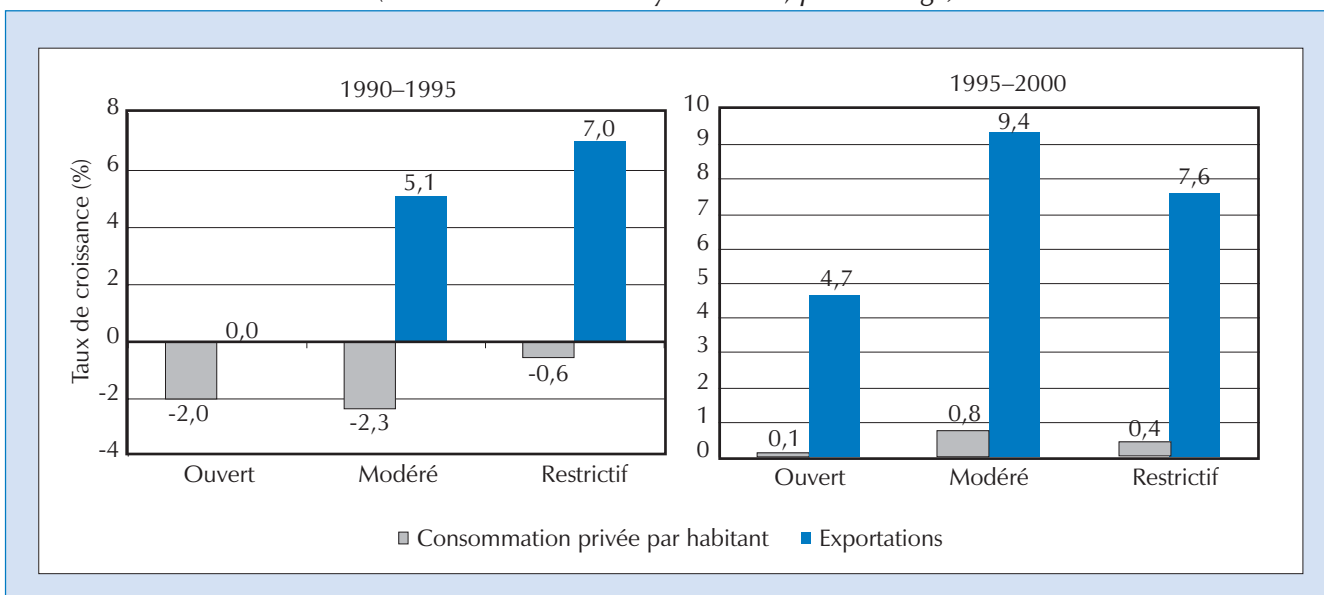
L'une des principales conclusions qui se dégage des données de plus en plus nombreuses tirées d'études de cas sur l'impact à court terme de la libéralisation du commerce extérieur dans les PMA, c'est qu'il y a des différences

GRAPHIQUE 35. LIBÉRALISATION DES ÉCHANGES ET TENDANCES DE LA PAUVRETÉ DANS LES PMA PENDANT LES ANNÉES 90



Source: CNUCED (2002, graphique 33).

GRAPHIQUE 36. LIBÉRALISATION DES ÉCHANGES ET TENDANCES DES EXPORTATIONS RÉELLES ET DE LA CONSOMMATION PRIVÉE PAR HABITANT DANS LES PMA, 1990-1995 ET 1995-2000 (Taux de croissance moyen annuel, pourcentage)



Source: Estimations du secrétariat de la CNUCED d'après la Banque mondiale, *Indicateurs du développement dans le monde 2003*, CD-ROM; et Heston, Summers et Aten (2002).

Note: Les PMA ont été classés comme «ouverts», «modérés» et «restrictifs» sur la base des définitions du FMI et de l'indice d'ouverture commerciale du FMI en 2000. Une économie est qualifiée d'«ouverte» si l'indice qui lui correspond se situe entre 1 et 4; de «modérée» si l'indice est de 5 et 6; et de «restrictive» si l'indice se situe entre 7 et 10. Les pays exportateurs de pétrole et Haïti n'ont pas été pris en compte pour le calcul des moyennes.

considérables entre les pays, ainsi qu'entre les groupes sociaux et les zones géographiques. Pour mettre plus clairement en lumière les profils de changement, il est utile à établir des distinctions entre les PMA en fonction de leur principale spécialisation à l'exportation.

#### a) PMA exportateurs de produits agricoles

L'impact à court terme de la suppression des droits à l'exportation et des droits de douane sur les importations dans les pays exportateurs de produits

agricoles est une augmentation des prix encaissés par les exportateurs de produits et une réduction des prix des marchandises importées. Selon les rapports de production existant dans le secteur exportateur de produits et selon la nature de l'intermédiation entre les producteurs et le marché international, les conséquences pour la réduction de la pauvreté pourraient se manifester de manières différentes. Par exemple, si les produits d'exportation proviennent en majeure partie de grandes plantations, l'effet immédiat sera une augmentation des profits des propriétaires de la plantation sans retombées à court terme appréciables pour la réduction de la pauvreté dans ce secteur. D'un autre côté, si les cultures commerciales d'exportation proviennent de moyennes et petites exploitations, et si la nature de l'intermédiation commerciale est telle que les augmentations de prix sont répercutées sur ces producteurs, l'impact immédiat de la libéralisation sera un accroissement des revenus d'un plus large segment de la population participant à la production de cultures commerciales. Dans ce cas, il y aura un double avantage pour les bénéficiaires, parce que les prix des biens de consommation et de production importés baisseront également sous l'effet de la libéralisation des échanges. Quant aux très petits paysans qui sont probablement, avec les travailleurs ruraux sans terre, les plus pauvres des pauvres, il est bien peu probable qu'ils profitent des augmentations de prix dont bénéficient les intermédiaires et les prêteurs sur gage, à moins que des mesures spécifiques ne soient prises pour permettre à ces agriculteurs d'avoir accès à des intrants, à des crédits et à des filières compétitives d'accès au marché. En fait, si des négociants ou des sociétés de négoce ont le monopole de la commercialisation, même les paysans moyens et riches ne profiteront pas pleinement des augmentations de prix. L'expérience de l'Ouganda illustre quelques-unes de ces tendances (voir l'encadré 10).

Bon nombre de pauvres dans les PMA exportateurs de produits agricoles vivent dans les zones rurales et se concentrent plutôt sur des cultures vivrières traditionnelles de subsistance que sur des activités d'exportation. Ce groupe peut bénéficier du raffermissement des prix à l'exportation à condition de modifier sa gamme de produits. Mais ce changement n'est pas toujours possible en raison de l'aversion au risque et des incertitudes, et à cause aussi de contraintes structurelles, celles par exemple qui résultent de la division du travail par sexe. De plus, ce groupe ne bénéficiera guère d'une réduction des prix à l'importation des biens salariaux et des biens de production consécutive à la libéralisation, vu que la part des importations dans leurs dépenses est très faible. Par ailleurs, si la libéralisation aboutit, dans la structure des dépenses des couches les plus favorisées de la société, au remplacement des produits alimentaires traditionnels obtenus sur place par des produits alimentaires importés bon marché, les producteurs de denrées traditionnelles peuvent subir le contrecoup du recul de la demande et de la baisse des prix de leurs produits. Dans l'immédiat, cela peut, dans une certaine mesure, favoriser les pauvres sans terre qui sont les consommateurs de ces produits vivriers.

À Madagascar, il y a une forte corrélation entre les changements observés dans l'incidence de la pauvreté, d'une part, et l'isolement, de l'autre, les habitants des zones rurales les plus reculées devant faire face à la baisse des prix des produits qu'ils vendent, à la hausse des prix des produits qu'ils consomment, à de plus rares possibilités de diversification et à une plus faible productivité (Stifel *et al.*, 2003). Il y a donc eu une tendance à l'aggravation de la pauvreté dans les zones isolées. Des études précédentes ont déjà donné une idée de ce qui pourrait se passer dans certaines des zones les plus défavorisées: les ménages pauvres durement touchés par les fluctuations et l'instabilité des prix se voient contraints d'accroître leur production pour maintenir leur niveau minimum de subsistance (Barrett, 1998).

---

*Bon nombre de pauvres dans les PMA exportateurs de produits agricoles vivent dans les zones rurales et se concentrent plutôt sur des cultures vivrières traditionnelles de subsistance que sur des activités d'exportation. Ce groupe ne bénéficiera guère d'une réduction des prix à l'importation des biens salariaux et des biens de production consécutive à la libéralisation, vu que la part des importations dans leurs dépenses est très faible.*

---



## ENCADRÉ 10: LIBÉRALISATION DES ÉCHANGES, EXPORTATIONS ET PAUVRETÉ EN OUGANDA

Les données de l'*Uganda Poverty Status Report 2001* (PMAU, 2002) montrent qu'il y a eu, au cours de la période de libéralisation des échanges, une réduction substantielle de l'incidence de la pauvreté, qui a été ramenée de 56 % en 1992 à 35 % en 2000. La réduction de la pauvreté a eu lieu aussi bien dans les zones urbaines que dans les zones rurales: elle a chuté de 29 % à 10 % dans les premières, et de 60 % à 39 % dans les secondes (voir également Appelton, 1998). Dans les zones rurales, l'incidence de la pauvreté parmi les paysans pratiquant des cultures commerciales est tombée de 63 % à 34 %. Mais, parmi les paysans pratiquant des cultures vivrières, elle a beaucoup moins nettement diminué — tombant de 60 % à 46 % — et elle a en fait augmenté de 3 % de 1992 à 1996, période qui coïncide avec l'épisode de libéralisation des échanges (Morrissey, O., Rudaheeranwa, N., et Moller, L., 2003).

Les producteurs de café ont obtenu de très bons résultats dans cette période de hausse des cours du café; les observations montrent que cette évolution des prix, tout en contribuant à l'amélioration des revenus des producteurs existants, a suscité, au niveau de l'offre, une importante réaction de la part des moins nantis, ce qui a permis aux pauvres de tirer un meilleur parti de leur travail (Deininger et Okidi, 2003). Sur la base de l'enquête de 1999-2000 sur les ménages, on peut estimer que 27 % des membres des ménages agricoles producteurs de café sont des pauvres, contre 41 % parmi les ménages ne produisant pas de café (Booth et al., 2003).

Le bénéfice des exportations agricoles ne profite pas toujours aux pauvres, comme le montre le cas des producteurs de tabac et de thé et des pêcheurs (Morrissey, O., Rudaheeranwa, N., et Moller, L., 2003). Dans l'Ouganda du Nord, les producteurs de tabac qui cultivent du tabac sur la base de contrats annuels sont confrontés à un marché où il n'y a qu'un seul acheteur, *British American Tobacco (BAT) Uganda Ltd.*, et les paysans risquent d'être lésés par les décisions prises en ce qui concerne la qualité et la fixation des prix de leur tabac. Les travailleurs occasionnels employés dans de grandes plantations de thé sont parmi les habitants les plus pauvres du pays. Dans le secteur de la pêche, sur le lac Victoria, les pêcheurs louent leurs bateaux et parfois leurs filets aux propriétaires des bateaux, partagent avec ceux-ci les prises (en général dans une proportion de 50/50, mais leur part est parfois minime, de 20 % seulement), puis vendent leur part aux transformateurs, souvent à des prix très bas puisqu'il s'agit d'un produit périssable. La promotion sociale est un phénomène rare dans les communautés de pêcheurs, et peu nombreux sont les pêcheurs qui deviennent propriétaires de bateaux. Les femmes ne possèdent généralement pas de bateau et sont exclues de la pratique de la pêche par la tradition et les normes culturelles.

Il y a en outre des différences régionales dans les taux de réduction de la pauvreté. Bien que l'incidence de la pauvreté ait diminué dans l'ensemble du pays, elle n'a guère reculé dans la région septentrionale, qui est touchée par le conflit (PMAU, 2002).

---

*Un problème particulier pour les PMA exportateurs de produits agricoles, c'est que l'adoption généralisée de politiques de libéralisation commerciale axées sur l'exportation s'est accompagnée d'une baisse des cours mondiaux des produits agricoles.*

---

Un problème particulier pour les PMA exportateurs de produits agricoles, c'est que l'adoption généralisée de politiques de libéralisation commerciale axées sur l'exportation s'est accompagnée d'une baisse des cours mondiaux des produits agricoles. En conséquence, les avantages potentiels que les producteurs agricoles peuvent attendre de la hausse des prix au niveau national risquent d'être réduits à néant par la baisse des cours internationaux. Dans le pire des cas, un appauvrissement lié au commerce sera l'aboutissement du processus (voir chap. 3). L'étude diagnostique sur l'intégration du commerce (EDIC) consacrée à l'Éthiopie<sup>7</sup> donne une image frappante de la situation pour les producteurs de café et leurs familles. À supposer qu'un ménage compte en moyenne six ou sept personnes, on peut estimer à 7,5 ou 8 millions le nombre de personnes tributaires de ce secteur. Mais comme le note l'étude diagnostique, sans commentaire et comme en passant, «la marge négative entre le prix à la ferme et les coûts de production montre clairement qu'aujourd'hui la production n'est pas rentable» (Cadre intégré, 2003a: 49). D'après les estimations de l'étude diagnostique, le café représentait en valeur, 40 % des exportations éthiopiennes en 2001/2002.

L'impact global à court terme de la libéralisation du commerce dans les PMA exportateurs de produits agricoles dépend de ce qui se passe non seulement



dans les zones rurales, mais aussi dans les centres urbains. Des importations meilleur marché auront un effet négatif sur les secteurs en concurrence avec les importations, ce qui peut avoir un effet déflationniste dans l'économie urbaine. Les usines qui ne peuvent pas affronter la concurrence des importations bon marché devront fermer. Il pourrait en être de même pour les entreprises de transformation en aval des cultures commerciales d'exportation libéralisées qui ne peuvent plus rivaliser avec la concurrence étrangère. Le cas du traitement de la noix de cajou au Mozambique offre un exemple frappant; d'après les estimations, la libéralisation des échanges, qui s'est traduite par la suppression des contingents à l'exportation et des taxes à l'exportation sur les noix de cajou brutes a causé la perte d'environ 10 000 emplois (Cramer, 1999; McMillan, M., Rodrik, D., Welch, K., 2002). Sans couverture de sécurité sociale, les travailleurs sans emploi des usines contraintes à la fermeture viennent grossir les rangs des pauvres dans les villes. Les travailleurs pouvant garder leur emploi en travaillant dans le tertiaire ou dans des entreprises qui parviennent à survivre à la concurrence étrangère, peuvent bénéficier de l'offre de biens salariaux importés meilleur marché. Mais c'est là un avantage qui risque d'être éphémère. Les dévaluations du taux de change qui accompagnent et suivent un épisode de libéralisation neutralisent les effets sur le salaire réel de l'importation de biens salariaux bon marché. En fait, les dévaluations substantielles du taux de change réel des PMA évoquées précédemment, qui indiquent l'évolution des prix des biens non marchands par rapport à ceux des biens marchands, impliquent une baisse importante du salaire réel dans ces pays<sup>8</sup>.

Si la libéralisation des échanges a eu souvent un effet négatif sur l'emploi urbain salarié, les anciennes industries de remplacement des importations ou les industries spécialisées dans la transformation de produits d'exportation ne pouvant plus rivaliser avec la concurrence, cette libéralisation s'accompagne souvent d'une expansion considérable du secteur urbain informel. Ce phénomène tient au fait que les épisodes de libéralisation dans les PMA ont généralement coïncidé avec de fortes augmentations de l'aide étrangère à ces pays. Ces augmentations, dont l'effet est renforcé par les dévaluations du taux de change — qui accroissent la valeur en monnaie nationale des dépenses financées au moyen de l'aide — se traduisent par une activité économique dynamique, dans les zones urbaines et dans les secteurs tertiaires surtout. Ce phénomène peut avoir un effet multiplicateur dans le secteur urbain informel et peut induire une expansion de l'emploi et des revenus dans ce secteur. La République-Unie de Tanzanie dans les années 90 offre un bon exemple d'un tel schéma (Wuyts, 2001). Mais une expansion de ce type ne résulte pas de la libéralisation du commerce. Elle tire au contraire son impulsion de l'aide extérieure et peut être — et sera — inversée lorsque l'aide diminuera dans les phases ultérieures.

#### *b) PMA exportateurs de minéraux et de pétrole*

L'impact à court terme de la libéralisation du commerce dans les PMA exportateurs de minéraux et de pétrole est un phénomène complexe, parce que les recettes provenant des exportations de minéraux sont souvent encaissées directement par l'État. Les dépenses directes et les politiques de crédit de l'État peuvent donc masquer l'effet d'autres mesures. Des complications particulières peuvent apparaître dans les petits pays exportateurs de pétrole et de minéraux face à une flambée des cours des matières premières. Si les taux de change sont peut-être appropriés pour leur principal produit d'exportation, ils sont probablement surévalués pour d'autres secteurs de l'économie. Les pays se trouvant dans cette situation éprouvent des difficultés supplémentaires pour assurer la compétitivité de leurs exportations de produits agricoles et

---

*Si la libéralisation des échanges a eu souvent un effet négatif sur l'emploi urbain salarié, les anciennes industries de remplacement des importations ou les industries spécialisées dans la transformation de produits d'exportation ne pouvant plus rivaliser avec la concurrence, cette libéralisation s'accompagne souvent d'une expansion considérable du secteur urbain informel.*

---

---

*Si le gouvernement n'utilise pas les recettes tirées des exportations de minéraux pour investir et pour développer les zones agricoles retardataires, ce type d'économie créera des structures fortement dualistes.*

---

manufacturés, compte tenu tout au moins de leurs niveaux actuels de compétence et de développement technologique, leurs taux de change étant surévalués pour leurs secteurs agricole et manufacturier. Cependant, il ne peut être remédié à ce type de surévaluation en recourant à des dévaluations monétaires, car ces dévaluations auraient pour effet d'accroître encore davantage le montant en monnaie nationale des recettes provenant des exportations de minéraux et entraîneraient, compte tenu de la politique de finances publiques de l'État, une surchauffe inflationniste encore plus forte. Si le gouvernement n'utilise pas les recettes tirées des exportations de minéraux pour investir et pour développer les zones agricoles retardataires, ce type d'économie créera des structures fortement dualistes, où les zones urbaines, et en particulier la capitale, afficheront les caractéristiques les plus récentes de la modernité, à côté d'un secteur rural laissé en arrière. Dans des sociétés de ce type, les tensions économiques et sociales peuvent s'exacerber, car l'accès aux ressources de l'État sous la forme de rentes provenant des exportations de minéraux devient la principale source de la richesse. Dans de telles conditions, la libéralisation du commerce extérieur ne fera généralement qu'aggraver la polarisation et les tensions sociopolitiques car, dans le contexte de la libéralisation, l'enclave moderne, du fait qu'elle importe de l'étranger tout ce dont elle a besoin, sera totalement coupée du secteur agricole. L'expérience de la Zambie illustre clairement l'impact à court terme de la libéralisation des échanges sur la pauvreté dans une économie minière qui n'a pas connu de tels problèmes (voir l'encadré 11).

#### *c) PMA exportateurs de produits manufacturés*

La libéralisation des échanges progresse lentement dans les PMA exportateurs de produits manufacturés. Il en est particulièrement ainsi dans les PMA d'Asie à la main-d'œuvre fortement excédentaire, comme le Bangladesh, le Cambodge et la République démocratique populaire lao, où les indices moyens d'ouverture commerciale sont plus proches de ceux d'autres exportateurs asiatiques dynamiques de produits manufacturés tels que l'Inde ou le Viet Nam. Dans des situations de ce type, pour que la libéralisation commerciale contribue à promouvoir la réduction de la pauvreté, il faut qu'elle stimule le taux de croissance de l'emploi industriel et qu'elle favorise des complémentarités dynamiques entre l'agriculture et l'industrie.

---

*Dans les PMA exportateurs de produits manufacturés, pour que la libéralisation commerciale contribue à promouvoir la réduction de la pauvreté, il faut qu'elle stimule le taux de croissance de l'emploi industriel et qu'elle favorise des complémentarités dynamiques entre l'agriculture et l'industrie.*

---

Au Bangladesh, il ressort des statistiques de l'emploi que les exportations de produits manufacturés ont joué un rôle clef dans l'accélération du taux de croissance de l'emploi dans le pays. Cette expansion s'explique plutôt par les préférences accordées par l'UE en matière d'accès au marché plutôt que par la libéralisation des échanges (voir chap. 6). L'impact sur l'emploi du processus de libéralisation des échanges amorcé dans les années 90 est la résultante, d'une part, des effets positifs sur l'emploi dans le secteur manufacturier liés à la croissance de la demande intérieure et des exportations sous l'impulsion de la libéralisation et, d'autre part, des retombées négatives de la pénétration des importations. Une étude montre qu'à la suite de la libéralisation des échanges des années 90, il y a eu effectivement un accroissement des pertes d'emplois imputables à la pénétration des importations. Parallèlement, cependant, les exportations ont été à l'origine d'une forte augmentation des créations d'emplois, ce qui a largement compensé cet effet négatif. Au cours de la période 1985-1990, 274 194 emplois ont été créés grâce à la croissance des exportations, et 8 486 grâce à la politique de remplacement des importations. En 1990-1995, les créations d'emplois liées à l'expansion des exportations se sont accélérées pour atteindre 802 205 postes, alors que 57 296 emplois étaient perdus du fait de la pénétration des importations (tableau 40; Jenkins et Sen, 2004). Parmi les PMA, le processus de libéralisation des échanges a été

## ENCADRÉ 11 : LIBÉRALISATION DES ÉCHANGES ET ÉVOLUTION DE LA PAUVRETÉ EN ZAMBIE

À partir des données de l'enquête sur les ménages pour 1991, 1996 et 1998, la part de la population vivant dans la pauvreté a augmenté dans des proportions spectaculaires entre 1991 et 1996, pendant et immédiatement après une libéralisation commerciale rapide et générale. Mais la situation s'est quelque peu améliorée après 1996, et en 1998 l'incidence nationale de la pauvreté était à peu près au même niveau qu'en 1991. En utilisant la limite supérieure du seuil de pauvreté nationale, on constate que l'incidence de la pauvreté s'est accrue passant de 70 à 81 % de la population entre 1991 et 1996, pour retomber ensuite à 72 % en 1998.

À l'intérieur de ces tendances, il y a d'importantes différences entre les zones rurales et les zones urbaines. En 1991, l'incidence de la pauvreté était beaucoup plus élevée dans les zones rurales que dans les zones urbaines, 89 % de la population vivant au-dessous de la limite supérieure du seuil de pauvreté dans les zones rurales et 47 % dans les zones urbaines. De 1991 à 1996, dans les zones rurales, l'incidence de la pauvreté a augmenté d'un point de pourcentage, pour diminuer ensuite et s'établir à 77 % en 1998. En revanche, l'incidence de la pauvreté a augmenté brutalement dans les zones urbaines entre 1991 et 1996, passant de 47 % à 65 %, puis elle a légèrement diminué par la suite, tombant à 63 % en 1998.

Le recul de l'emploi dans le secteur formel à la suite de la libéralisation des échanges et de la réforme économique a joué un rôle important dans l'aggravation de la pauvreté dans les zones urbaines. Depuis 1991, la Zambie a mis en œuvre des réformes économiques de grande ampleur. Elles comportent des mesures de stabilisation, des réformes de la commercialisation agricole, un grand programme de privatisation, des réformes de la politique commerciale et une réforme du secteur public. D'après les estimations, la population active de la Zambie est passée d'environ 3,2 millions en 1991 à plus de 4,7 millions en 1998. La population active a augmenté de 46 %, mais l'emploi dans le secteur formel a diminué de 15 %. Cette contraction est due essentiellement à la vaste restructuration des industries extractives, où le nombre des salariés a chuté de 39 %, tombant de 64 800 en 1991 à 39 434 en 1998. De même, dans le secteur manufacturier, l'emploi formel a chuté de 43 %, passant de 75 400 à 43 320 au cours de la même période. D'après les estimations, 2,3 millions de personnes étaient occupées dans le secteur informel en 1993. L'emploi informel non agricole a progressé de 15 % entre 1995 et 1998.

Dans les zones rurales, les groupes socioéconomiques n'ont pas tous bénéficié d'une réduction de l'incidence de la pauvreté. Parmi les gros exploitants agricoles, l'incidence de la pauvreté a accusé une baisse spectaculaire, passant de 70 % en 1991 à 18 % en 1998. Des progrès évidents, mais de moindre ampleur, ont également été enregistrés parmi les petits exploitants, l'incidence de la pauvreté s'abaissant de 90 % à 78 % au cours de la période. Cependant, parmi les ménages ruraux non agricoles, l'incidence de la pauvreté a augmenté, passant de 70 % en 1991 à 80 % en 1998. Cette augmentation est probablement due en grande partie à la situation des travailleurs agricoles occasionnels plutôt qu'à celle des commerçants et des petits fournisseurs de services en zone rurale. À cet égard, il faut rappeler que l'emploi agricole informel a augmenté de 35 % entre 1995 et 1998. Cette augmentation de l'emploi est sans doute imputable en grande partie à l'importance croissante de la grande exploitation agricole.

Source: McCulloch, N., Baulch et Cherel-Robson (2000).

relativement lent au Bangladesh, et c'est probablement grâce à cette politique que les pertes d'emplois résultant de la pénétration des importations n'ont pas été aussi considérables que dans des PMA d'Afrique comme Madagascar et le Malawi, dont il sera question plus loin.

L'expérience de la République démocratique populaire lao offre également l'exemple d'une évolution généralement positive de la pauvreté sous l'effet de la libéralisation des échanges (Fane, 2003). La consommation privée moyenne par habitant a progressé dans une fourchette de 2,5 à 5,8 % entre 1992/93 et 1997/98, et la proportion de la population vivant au-dessous du seuil national de pauvreté est tombée de 45 % à 38 %. La plupart des régions ont bénéficié de la plus grande prospérité, mais c'est dans la capitale, Vientiane, qu'ont été enregistrés les plus forts accroissements de la consommation privée moyenne par habitant et les plus fortes réductions de la pauvreté. Parallèlement, l'incidence de la pauvreté s'est accrue dans les régions montagneuses et isolées de l'extrême nord-ouest du pays, où l'abattage illégal du bois, qui était auparavant une importante source de subsistance, a été interdit. Il s'est également produit une forte augmentation des inégalités, l'indice de Gini de

---

*Le processus de libéralisation des échanges a été relativement lent au Bangladesh, et c'est probablement grâce à cette politique que les pertes d'emplois résultant de la pénétration des importations n'ont pas été aussi considérables que dans des PMA d'Afrique comme Madagascar et le Malawi.*

---

TABLEAU 40. CROISSANCE DE L'EMPLOI MANUFACTURIER LIÉE AU COMMERCE AU BANGLADESH, 1975–1997

	Demande intérieure	Croissance des exportations	Pénétration des importations	Croissance de la productivité	Effet total sur l'emploi	Croissance nette de l'emploi liée au commerce
	a	b	c	d	(a+b+c+d)	(b+c)
1975–1980	3 165	60 362	-25 892	17 512	55 147	34 469
1980–1985	75 254	50 714	-20 699	-48 783	56 486	30 015
1985–1990	276 717	247 194	8 486	27 043	559 440	255 679
1990–1997	435 119	802 205	-57 296	-316 015	864 013	744 909

Source: Jenkins and Sen (2004).

Note: Pour déterminer l'impact du commerce sur l'emploi, on a décomposé comme suit les causes de l'évolution de l'emploi: variations de la demande intérieure, évolution des exportations, évolution des importations et croissance de la productivité.

distribution de la consommation passant de 29 à 35. Les pauvres ont moins profité que le reste de la population, et le quintile le plus pauvre a sans doute été perdant au cours des cinq dernières années du processus de réforme (Fane, 2003).

### 3. LA QUESTION DE L'IMPACT DE LA LIBÉRALISATION DES ÉCHANGES

Il convient de souligner que toutes ces tendances font référence à ce qui se passe pendant et immédiatement après le processus de libéralisation des échanges. Cependant, tous les phénomènes ne devraient pas être attribués à la libéralisation. Bien d'autres changements ont eu lieu dans la même période, et les économies ont aussi subi des chocs exogènes de diverse nature. Il est particulièrement difficile de cerner l'impact de la libéralisation des échanges dans les PMA parce que les épisodes de libéralisation se sont accompagnés d'une augmentation de l'aide extérieure. Ce qui semble être un effet positif de la libéralisation des échanges pourrait être également dû à l'impact de l'accroissement des apports d'aide sur la balance des paiements d'un pays. L'amélioration du taux de croissance des exportations, par exemple, est liée en grande partie aux dévaluations monétaires. Cela est vrai, de toute évidence, du décollage des exportations au Bangladesh, au Burundi, au Cap-Vert, en Éthiopie, en Guinée, en Guinée-Bissau, au Mali, en Mauritanie, au Mozambique, au Sénégal et en Zambie.

---

*L'impact de la libéralisation des échanges varie beaucoup d'un pays à l'autre et entre différents groupes, selon la dotation en facteurs et la structure des dépenses.*

---

Le seul moyen de cerner exactement l'impact de la libéralisation des échanges, c'est de construire un scénario simulant ce qui se serait passé sans libéralisation, et de comparer les résultats avec ce qui se serait produit dans un contexte de libéralisation. Des modèles types d'équilibre général peuvent être utilisés à cette fin. Les estimations effectuées pour les PMA mettent en évidence divers schémas qui dépendent du pays étudié et de la nature du scénario modélisé. Des études qui comparent la situation avec et sans barrières tarifaires montrent que la libéralisation des échanges a eu un effet positif au Bangladesh (Khondker et Mujeri, 2002), un effet négatif en Ouganda (Morissey, 2003), et un effet mitigé au Népal, où la population rurale a été perdante et la population urbaine gagnante (Cockburn, 2002). Une autre approche, qui a été utilisée pour évaluer l'impact de la libéralisation du commerce extérieur et du taux de change en Afrique subsaharienne, met l'accent sur différentes stratégies adoptées à la suite des chocs négatifs de la fin des années 70 et du début des années 80. Elle consiste à comparer le résultat qui serait obtenu face à ces chocs avec un régime de change libéralisé et avec un rationnement de facto des ressources de change. La conclusion tirée de cette comparaison c'est qu'en Gambie, à Madagascar et au Niger, la libéralisation du commerce extérieur et du taux de change a eu généralement des effets favorables pour les ménages pauvres aussi bien dans les

zones rurales que dans les zones urbaines (Dorosh, P., Sahn, D.E. et Younger, S., 1996; Dorosh et Sahn, 2000).

Ces études par pays montrent que l'impact de la libéralisation des échanges varie beaucoup d'un pays à l'autre et entre différents groupes, selon la dotation en facteurs et la structure des dépenses. Au demeurant, les conclusions relatives à l'impact varient également en fonction du type de scénario adopté.

## E. Perspectives d'une réduction substantielle de la pauvreté après la libéralisation des échanges: croissance économique durable

La vaste libéralisation des échanges qui a eu lieu dans la plupart des PMA au milieu des années 80 a créé un nouvel environnement politique pour le développement et la réduction de la pauvreté. Les faits évoqués plus haut semblent indiquer que la pauvreté peut s'aggraver ou diminuer pendant et immédiatement après la libéralisation des échanges. Ces résultats divergents tiennent en particulier à des différences dans les structures économiques. Une meilleure connaissance des différences existant entre les pays pourraient aider les gouvernements à gérer le processus de libéralisation des échanges de manière à éviter que les pauvres en soient à court terme les victimes. Cependant, le débat de fond doit maintenant aller au-delà du problème des mesures correctives de réduction de la pauvreté. Les questions clés sont les suivantes:

- Quelles sont les perspectives d'une réduction à long terme soutenue et substantielle de la pauvreté après la libéralisation des échanges?
- Comment favoriser le développement et promouvoir la réduction de la pauvreté dans une économie récemment libéralisée?

Une réduction substantielle de la pauvreté dans les PMA dépend en premier lieu de la capacité à maintenir des taux de croissance économique élevés et, deuxièmement, du caractère inclusif du processus de croissance. L'objet de la présente section et de la section suivante est de déterminer si les perspectives d'une réduction substantielle de la pauvreté se sont améliorées ou dégradées dans le nouvel environnement politique, et quels facteurs peuvent donner des motifs d'optimisme et d'inquiétude dans chacun de ces domaines. Le débat repose sur l'observation de ce qui se passe dans les PMA. Malgré la diversité des expériences et le fait que l'environnement libéralisé n'est pas en place depuis bien longtemps, il est néanmoins possible de distinguer certains profils de changement qui sont en train d'apparaître.

### 1. CROISSANCE ÉCONOMIQUE, EXPORTATIONS, INVESTISSEMENT ET ÉPARGNE

Le principal aspect positif des tendances économiques de la période postérieure à la libéralisation dans les PMA, c'est le fait que les taux de croissance économique, de croissance des exportations et de croissance de l'investissement sont généralement plus élevés qu'avant la libéralisation des échanges et les réformes économiques qui l'ont accompagnée. C'est ce qui ressort clairement du tableau 41, qui donne une vue synoptique des tendances économiques avant et après la libéralisation dans un échantillon de 11 PMA. Ces pays ont été choisis parce que, d'après les critères et l'indice d'ouverture commercial du FMI, ils étaient déjà considérés comme des économies

---

*La vaste libéralisation des échanges qui a eu lieu dans la plupart des PMA au milieu des années 80 a créé un nouvel environnement politique pour le développement et la réduction de la pauvreté.*

---



---

*Le principal aspect positif des tendances économiques de la période postérieure à la libéralisation dans les PMA, c'est le fait que les taux de croissance économique, de croissance des exportations et de croissance de l'investissement sont généralement plus élevés qu'avant la libéralisation des échanges et les réformes économiques qui l'ont accompagnée.*

---



TABLEAU 41. PRINCIPALES TENDANCES DE L'ÉCONOMIE PENDANT LES PÉRIODES DE PRÉ ET DE POSTLIBÉRALISATION

	Croissance du PIB		Croissance du PIB par habitant		Croissance des exportations		Croissance des importations		Croissance de la formation brute de capital fixe		Formation brute de capital fixe en % du PIB		Épargne intérieure brute en % du PIB		Croissance de l'aide par habitant	
	(% annuel)		(% annuel)		(% annuel)		(% annuel)		(% annuel)		(%)		(%)		(% annuel)	
	Pré-libér.	Post-libér.	Pré-libér.	Post-libér.	Pré-libér.	Post-libér.	Pré-libér.	Post-libér.	Pré-libér.	Post-libér.	Pré-libér.	Post-libér.	Pré-libér.	Post-libér.	Pré-libér.	Post-libér.
Bénin	0,4	5,1	-2,7	-2,3	-11,9	6,8	-9,3	5,0	3,0	8,7	12,5	17,3	-2,3	5,4	21,3	-6,7
Gambie	4,3	3,3	1,2	-0,9	15,6	4,9	-8,8	6,8	-3,1	4,4	21,2	21,6	5,4	8,9	-8,2	-6,1
Guinée	..	3,1	..	0,8	..	3,2	..	3,7	..	5,4	..	20,6	..	17,5	-0,8	-13,9
Haïti	0,3	1,3	-1,6	-0,8	-0,7	5,6	3,7	4,6	-5,0	..	15,8	26,4	5,6	8,7	6,6	-19,9
Madagascar	1,5	4,8	-1,2	1,7	1,2	9,2	-3,7	11,5	..	12,8	9,1	14,6	3,5	7,8	17,8	-21,5
Mauritanie	1,7	4,6	-0,7	1,3	-4,7	8,6	-3,5	6,8	-10,3	14,7	22,6	23,4	10,5	10,7	2,4	10,9
Mozambique	4,8	8,8	3,8	6,2	13,7	12,9	1,0	1,0	5,4	12,6	14,7	21,9	-13,2	-1,9	9,8	-6,2
Népal	3,9	5,3	1,7	2,8	..	..	..	..	..	..	18,1	21,8	10,5	14,2	2,9	-1,8
Ouganda	6,5	5,3	3,3	2,5	3,6	6,1	5,6	15,4	12,0	8,3	10,6	18,2	1,6	6,8	2,8	-25,1
Togo	3,3	0,2	-0,2	-2,7	4,8	1,1	11,6	1,0	17,0	5,7	17,3	16,7	11,1	4,3	29,7	-1,1
Zambie	0,8	1,5	-2,2	-0,8	-2,9	3,4	-10,8	1,7	-1,5	9,4	9,6	14,5	12,7	5,1	12,3	3,3

Source: Estimations du secrétariat de la CNUCED, d'après la Banque mondiale, *Indicateurs du développement dans le monde 2003*, CD-ROM.

Note: Les chiffres ont été calculés sur la base des valeurs exprimées dans les monnaies locales constantes, à l'exception du montant de l'aide par habitant, exprimé en dollars courants. Pour les dates des périodes de pré et de postlibéralisation, voir le tableau 39.

«ouvertes» en 1997. Au demeurant, à la lumière de nos recherches exposées précédemment sur le processus de libéralisation des échanges dans les PMA, il est également possible de dater les épisodes de libéralisation dans ces pays, et par conséquent de comparer les tendances économiques observées avant la libéralisation avec l'évolution de l'économie récemment libéralisée.

Le tableau montre que dans 7 des 10 pays pour lesquels des données sont disponibles, les taux de croissance annuels moyens du PIB étaient plus élevés dans la période qui a suivi la libéralisation que dans la période qui l'a précédée. De même, les taux de croissance des exportations étaient plus élevés dans 6 cas sur 9, et le taux de croissance de la formation brute de capital fixe était plus élevé dans 5 cas sur 9. La formation brute de capital fixe a progressé en pourcentage du PIB dans 9 cas sur 10. Par ailleurs, les taux de croissance des exportations ont dépassé dans 6 pays sur 9 le seuil de 5 %, considéré au chapitre 3 comme un niveau clef au-dessous duquel les liens entre commerce et croissance sont ambigus. Il est remarquable que les améliorations s'observent dans des pays ayant des structures économiques différentes.

*Trois aspects des tendances de la croissance au lendemain de la libéralisation peuvent susciter des inquiétudes: les taux de croissance*

*économique compte tenu des taux élevés d'accroissement démographique, les faibles taux d'épargne intérieure, et la fatigue de l'aide au lendemain de la libéralisation.*

À côté de ces évolutions positives en termes de croissance économique, de croissance des exportations et de croissance de l'investissement, il y a trois aspects des tendances de la croissance au lendemain de la libéralisation qui peuvent susciter des inquiétudes. Premièrement, étant donné les taux élevés de croissance démographique, les taux de croissance économique n'ont pas été suffisamment dynamiques pour générer les taux de croissance du PIB par habitant nécessaires pour vraiment ouvrir une brèche dans la pauvreté. Dans 6 seulement des 11 pays, les taux de croissance du PIB étaient supérieurs à 1 % par an. Deuxièmement, malgré des améliorations générales, le taux d'épargne intérieure est resté faible: dans 8 cas sur 11, l'épargne intérieure brute était inférieure à 10 % du PIB. Troisièmement, il y a des indices forts d'une «fatigue de l'aide» au lendemain de la libéralisation, en ce sens qu'il y a eu une réduction des apports d'aide à l'économie récemment libéralisée. Il se peut que ces tendances se soient inversées récemment (voir le chapitre I de la première partie), mais dans 9 des 11 pays examinés ici le taux de croissance de l'aide par

habitant était plus faible au cours des cinq dernières années qui ont suivi la libéralisation qu'au cours des cinq années qui l'ont précédée. Dans 5 de ces pays, le taux de croissance de l'aide par habitant était inférieur de plus de 20 % dans la période postérieure à la libéralisation, par rapport à son niveau d'avant la libéralisation.

Vu le très faible niveau des taux d'épargne intérieure enregistrés dans la période qui a suivi la libéralisation, une croissance économique durable demeure fortement tributaire des apports d'aide et de leur utilisation efficace permettant de renforcer les capacités productives et d'éviter l'accumulation d'un endettement extérieur intolérable. De plus amples recherches sur la composition de l'investissement sont nécessaires pour déterminer si les taux de croissance positifs observés dans ce domaine résultent d'une augmentation de l'investissement dans les biens d'équipement ou dans la construction (logements et travaux publics). Les données limitées disponibles pour les PMA d'Afrique semblent indiquer que la libéralisation des échanges s'est accompagnée d'un essor de la construction (Collier et Gunning, 1999).

## 2. CHANGEMENTS SURVENUS DANS LA COMPOSITION ET LA CONCENTRATION DES EXPORTATIONS

Bien que les exportations aient progressé plus vite qu'au cours des périodes précédentes, la croissance économique durable dépend de la réponse qui sera apportée à cette question cruciale: oui ou non la composition des exportations se modifie-t-elle et les pays commencent-ils à se diversifier dans des produits dynamiques? Le tableau 42 indique les changements intervenus dans les indices de l'avantage comparatif révélé (ACR)<sup>9</sup> pour les 10 principaux produits d'exportation des 11 PMA avant et après la libération. Le tableau indique également le classement de ces produits sur une liste de 225 produits dynamiques, allant du plus dynamique (1) au moins dynamique (225).

Le tableau offre une image contrastée: au lendemain de la libéralisation des échanges, certains pays ont renforcé le profil de spécialisation existant, mais dans d'autres le profil de spécialisation est assez différent après leur épisode de libéralisation de ce qu'il était avant. Le Bénin, la Guinée, la Mauritanie, le Mozambique et le Togo, les cinq pays dont l'ACR était le plus élevé avant la libéralisation, ont enregistré une amélioration de cet indice dans la période qui a suivi. Le Bénin, par exemple, a multiplié par quatre sa spécialisation dans les exportations de coton, tandis que le Togo a doublé sa spécialisation dans les exportations d'engrais bruts. Le profil de spécialisation s'est en revanche modifié en Gambie, à Madagascar et en Ouganda, bien que les produits agricoles et minéraux se placent en tête des principaux produits pour lesquels ces pays bénéficient d'un avantage comparatif révélé. Haïti, la Guinée et le Togo, à la suite de leur libéralisation du secteur des marchandises, ont renforcé leur spécialisation dans les produits manufacturés. Il est intéressant de noter qu'en Guinée deux des secteurs qui affichent l'ARC le plus élevé au lendemain de la libéralisation des échanges sont des secteurs manufacturiers (à savoir, certains éléments de chimie minérale et les imprimés).

Malgré ces changements, la principale conclusion qui se dégage du tableau, c'est que ces pays ont débuté, dans la période qui a précédé la libéralisation, avec une structure de leurs exportations rien moins que dynamique, et que ce problème n'a pas été rectifié dans la période qui a suivi. Le classement moyen des 10 produits pour lesquels ces pays affichaient la plus forte spécialisation a progressé dans 7 des 11 pays (ce qui dénote une évolution vers une structure

---

*L'avantage comparatif révélé pour les 10 principaux produits d'exportation de 11 PMA montre ... que ces pays ont débuté, dans la période qui a précédé la libéralisation, avec une structure de leurs exportations rien moins que dynamique, et que ce problème n'a pas été rectifié dans la période qui a suivi.*

---



TABLEAU 42. PRINCIPAUX PRODUITS D'EXPORTATION DANS LESQUELS ÉTAIENT SPÉCIALISÉS LES PMA<sup>a</sup> PENDANT LES PÉRIODES DE PRÉ ET POSTLIBÉRALISATION, CLASSÉS PAR ORDRE D'IMPORTANCE EN FONCTION DU DYNAMISME DU MARCHÉ<sup>b</sup>

Pays	Période de pré-libéralisation				Période de post-libéralisation			
	CTCI Rev.2 codes	Produits	ACR	Classement de produit	CTCI Rev.2 codes	Produits	ACR	Classement de produit
Bénin	263	Coton	133,6	197	263	Coton	408,9	197
	072	Cacao	60,5	207	223	Graines pour autres huiles fixes	33,4	196
	424	Autres huiles végétales fixes	39,6	151	222	Graines pour huiles fixes, fluides	21,9	191
	223	Graines pour autres huiles fixes	12,1	196	057	Fruits, noix, frais, séchés	7,1	130
	222	Graines pour huiles fixes, fluides	7,3	191	122	Tabac, manufacturé	5,7	52
	423	Huiles végétales fixes, fluides	4,1	144	652	Tissus de coton	4,6	119
	333	Pétrole brut	3,9		042	Riz	2,4	165
	071	Café et succédanés	3,4	210	661	Chaux, ciment et matériaux de construction	1,9	143
	211	Peaux brutes, fourrures exceptées	2,5	190	248	Bois façonnés, traverses pour voies ferrées	1,6	133
	667	Perles, pierres précieuses, semi précieuses	2,4	87	036	Crustacés frais, congelés	1,5	83
		Classement moyen		175		Classement moyen		141
	Gambie	423	Huiles végétales fixes, fluides	80,7	144	035	Poissons salés, séchés, fumés	69,7
034		Poissons frais, réfrigérés, congelés	69,9	76	036	Crustacés frais, congelés	48,8	83
222		Graines pour huiles fixes, fluides	64,7	191	014	Viandes préparées, conservées, n.d.a. <sup>d</sup> , etc.	40,2	135
035		Poissons salés, séchés, fumés	30,8	171	289	Minerais de métaux précieux, déchets, n.d.a. <sup>d</sup>	34,6	169
223		Graines pour autres huiles fixes	23,9	196	423	Huiles végétales fixes, fluides	31,5	144
277		Abrasifs naturels, n.d.a. <sup>d</sup>	12,3	184	222	Graines pour huiles fixes, fluides	28,8	191
667		Perles, pierres précieuses, semiprécieuses	8,6	87	034	Poissons frais, réfrigérés, congelés	25,1	76
036		Crustacés frais, congelés	7,3	83	072	Cacao	18,7	207
263		Coton	5,4	197	263	Coton	11,0	197
081		Aliments pour animaux	5,2	163	075	Épices	8,0	160
		Classement moyen		149		Classement moyen		153
Guinée	287	Minerais de métaux et leurs concentrés, n.d.a. <sup>d</sup>	151,2	181	287	Minerais de métaux et leurs concentrés, n.d.a. <sup>d</sup>	174,6	181
	223	Graines pour autres huiles fixes	9,7	196	277	Abrasifs naturels, n.d.a. <sup>d</sup>	61,0	184
	071	Café et succédanés	2,8	210	522	Composés inorganiques, oxydes, etc.	50,8	153
	247	Autres bois bruts, équarris	2,0	186	892	Imprimés	8,3	89
	667	Perles, pierres précieuses, semiprécieuses	1,4	87	071	Café et succédanés	6,1	210
	072	Cacao	1,1	207	072	Cacao	4,3	207
	281	Minerais de fer et leurs concentrés	0,8	201	047	Autres semoules et farines de céréales	3,8	198
	074	Thé et maté	0,5	187	263	Coton	3,0	197
	551	Huiles essentielles, parfums, etc.	0,5	46	694	Pointes, clous, punaises, etc.	2,3	68
	424	Autres huiles végétales fixes	0,4	151	046	Blé, etc., semoule ou farine	0,8	203
	Classement moyen		165		Classement moyen		169	
Haïti	612	Articles en cuir	56,1	17	846	Sous-vêtements en bonneterie	42,9	7
	223	Graines pour autres huiles fixes	32,7	196	847	Accessoires du vêtement confectionnés, n.d.a. <sup>d</sup>	30,3	40
	846	Sous-vêtements en bonneterie	26,2	7	551	Huiles essentielles, parfums, etc.	28,3	46
	071	Café et succédanés	22,9	210	843	Vêtements de dessus pour femmes en matière autre que de bonneterie	21,1	37
	894	Jouets, articles de sport, etc.	19,1	69	071	Café et succédanés	18,1	210
	551	Huiles essentielles, parfums, etc.	19,0	46	842	Vêtements de dessus pour hommes en matière autre que de bonneterie	14,6	48
	844	Sous-vêtements en matière autre que de bonneterie	15,0	21	845	Vêtements de dessus en bonneterie, non élastiques	12,6	50
	771	Appareils électriques, n.d.a. <sup>d</sup>	12,2	5	896	Œuvres d'art, etc.	10,6	156
	772	Appareillage, etc., parties, n.d.a. <sup>d</sup>	10,7	19	848	Coiffures, vêtements en matière non textile	8,8	95
	658	Articles en matière textile, n.d.a. <sup>d</sup>	9,5	57	072	Cacao	8,4	207
	Classement moyen		65		Classement moyen		90	
Madagascar <sup>c</sup>	075	Épices	427,3	160	075	Épices	261,9	160
	071	Café et succédanés	59,6	210	265	Fibres végétales, à l'exception du coton et du jute	94,0	208
	265	Fibres végétales, à l'exception du coton et du jute	30,4	208	941	Animaux pour zoos, animaux de compagnie, etc.	80,6	82
	036	Crustacés frais, congelés	25,5	43	071	Café et succédanés	41,1	210
	551	Huiles essentielles, parfums, etc.	13,1	46	652	Tissus de coton	33,9	119
	278	Autres minéraux bruts	11,9	185	036	Crustacés frais, congelés	30,7	83
	652	Tissus de coton	7,8	119	654	Autres tissus en matière textile	24,7	127
	072	Cacao	5,2	207	278	Autres minéraux bruts	20,1	185
	263	Coton	4,4	197	058	Fruits en conserve, préparés	18,0	121
	061	Sucre et miel	4,3	205	551	Huiles essentielles, parfums, etc.	17,8	46
		Classement moyen		158		Classement moyen		134
Mauritanie	281	Minerais de fer et leurs concentrés	189,0	201	281	Minerais de fer et leurs concentrés	261,9	201
	036	Crustacés frais, congelés	101,2	83	036	Crustacés frais, congelés	87,1	83
	034	Poissons frais, réfrigérés, congelés	20,1	76	034	Poissons frais, réfrigérés, congelés	73,5	76
	035	Poissons salés, séchés, fumés	5,0	171	035	Poissons salés, séchés, fumés	8,6	171
	941	Animaux pour zoos, animaux de compagnie, etc.	1,1	82	081	Aliments pour animaux	3,8	163
	334	Produits pétroliers, raffinés	0,9		037	Poissons, etc., préparés, en conserve, n.d.a. <sup>d</sup>	2,0	96
	037	Poissons, etc., préparés, en conserve, n.d.a. <sup>d</sup>	0,8	96	411	Huiles et graisses d'origine animale	1,3	213
	211	Peaux brutes, fourrures exceptées	0,7	190	211	Peaux brutes, fourrures exceptées	0,9	190
	273	Pierres, sable et gravier	0,4	97	291	Produits bruts d'origine animale, n.d.a. <sup>d</sup>	0,8	141
	292	Produits bruts d'origine végétale, n.d.a. <sup>d</sup>	0,3	114	334	Produits pétroliers raffinés	0,7	
	Classement moyen		123		Classement moyen		148	

Tableau 42 (suite)

Pays	Période de pré-libéralisation				Période de post-libéralisation			
	CTCI Rev.2 codes	Produits	ACR	Classement de produit	CTCI Rev.2 codes	Produits	ACR	Classement de produit
Mozambique	223	Graines pour autres huiles fixes	69,1	196	223	Graines pour autres huiles fixes	127,7	196
	036	Crustacés, frais, congelés	67,4	83	036	Crustacés, frais, congelés	121,5	83
	532	Matières colorantes, n.d.a. <sup>d</sup> , produits de tannage	26,0	117	263	Coton	41,8	197
	673	Produits laminés de fer ou d'acier, etc.	14,5	173	046	Blé, etc., semoule ou farine	32,7	203
	263	Coton	12,6	197	057	Fruits, noix, frais, séchés	23,6	130
	061	Sucre et miel	12,5	205	061	Sucre et miel	19,4	205
	672	Formes primaires de fer ou d'acier	11,6	67	035	Poissons, salés, séchés, fumés	13,9	171
	057	Fruits, noix, frais, séchés	11,5	130	044	Maïs, non moulu	13,3	214
	674	Produits laminés plats de fer ou d'acier, plaqués	7,7	134	247	Autres bois bruts, équarris	12,8	186
	282	Déchets et débris de fer et d'acier	7,6	126	121	Tabac brut, déchets	11,5	189
		<i>Classement moyen</i>		143		<i>Classement moyen</i>		177
Népal	264	Jute, autres fibres textiles libériennes	730,1	224	659	Revêtements de sols, etc.	217,2	159
	532	Matières colorantes, n.d.a. <sup>d</sup> , produits de tannage	183,3	117	264	Jute, autres fibres textiles libériennes	114,4	224
	659	Revêtements de sols, etc.	61,3	159	223	Graines pour autres huiles fixes	100,6	196
	223	Graines pour autres huiles fixes	53,2	196	075	Épices	31,3	160
	042	Riz	48,6	165	842	Vêtements de dessus pour hommes, en matière autre que de bonneterie	19,6	48
	075	Épices	43,6	160	844	Sousvêtements, en matière autre que de bonneterie	14,9	21
	611	Cuir	33,9	61	843	Vêtements de dessus pour femmes, en matière autre que de bonneterie	8,7	37
	658	Articles textiles, n.d.a. <sup>d</sup>	21,8	57	532	Matières colorantes, n.d.a. <sup>d</sup> , produits de tannage	8,5	117
	654	Autres tissus de textiles	17,8	127	054	Légumes, etc., frais, en conserve	7,7	103
	054	Légumes, etc., frais, en conserve	16,2	103	611	Cuir	7,3	61
		<i>Classement moyen</i>		137		<i>Classement moyen</i>		113
Ouganda	071	Café et succédanés	214,8	210	071	Café et succédanés	172,4	210
	211	Peaux brutes, fourrures exceptées	23,6	190	074	Thé et maté	113,1	187
	074	Thé et maté	13,8	187	047	Autres céréales, semoules, farines	84,7	198
	291	Produits bruts d'origine animale, n.d.a. <sup>d</sup>	7,8	141	121	Tabac brut, déchets	45,0	189
	263	Coton	7,2	197	291	Produits bruts d'origine animale, n.d.a. <sup>d</sup>	34,5	141
	121	Tabac brut, déchets	2,4	189	211	Peaux brutes, fourrures exceptées	30,5	190
	941	Animaux pour zoos, animaux de compagnie, etc.	2,0	82	263	Coton	26,5	197
	222	Graines pour huiles fixes, fluides	2,0	191	034	Poissons frais, réfrigérés, congelés	25,7	76
	072	Cacao	1,5	207	35	Courant électrique	11,0	
	044	Maïs, non moulu	1,3	214	269	Produits en matières textiles sous forme de déchets	10,3	80
		<i>Classement moyen</i>		181		<i>Classement moyen</i>		163
Togo	271	Engrais, bruts	590,7	221	271	Engrais, bruts	1 024,7	221
	072	Cacao	55,2	207	263	Coton	167,0	197
	263	Coton	40,4	197	661	Chaux, ciment et matériaux de construction	69,1	143
	223	Graines pour autres huiles fixes	33,9	196	046	Blé, etc., semoule ou farine	66,9	203
	661	Chaux, ciment et matériaux de construction	25,5	143	072	Cacao	37,9	207
	071	Café et succédanés	15,7	210	071	Café et succédanés	27,7	210
	277	Abrasifs naturels, n.d.a. <sup>d</sup>	14,7	184	223	Graines pour autres huiles fixes	13,0	196
	941	Animaux pour zoos, animaux de compagnie, etc.	13,0	82	693	Produits tréfilés, non électriques	7,1	152
	269	Articles en matières textiles sous forme de déchets	6,1	80	673	Produits laminés de fer, d'acier, etc.	4,6	173
	046	Blé, etc., semoule ou farine	3,5	203	247	Autres bois bruts, équarris	4,6	186
		<i>Classement moyen</i>		172		<i>Classement moyen</i>		189
Zambie	682	Cuivre	132,8	116	682	Cuivre	111,8	116
	689	Métaux non ferreux, n.d.a. <sup>d</sup>	79,5	107	689	Métaux non ferreux, n.d.a. <sup>d</sup>	81,2	107
	686	Zinc	11,7	140	269	Tissus en matières textiles sous forme de déchets	29,4	80
	121	Tabac brut, déchets	6,3	189	263	Coton	13,1	197
	685	Plomb	2,9	204	061	Sucre et miel	10,0	205
	667	Perles, pierres précieuses, semi-précieuses	2,1	87	287	Minerais de métaux communs et leurs concentrés, n.d.a. <sup>d</sup>	9,1	181
	35	Courant électrique	2,0		351	Courant électrique	9,0	
	681	Argent, platine, etc.	1,6	180	046	Blé, etc., semoule ou farine	8,2	203
	263	Coton	1,5	197	661	Chaux, ciment et matériaux de construction	7,7	143
	278	Autres minéraux bruts	1,1	185	121	Tabac brut, déchets	6,7	189
		<i>Classement moyen</i>		156		<i>Classement moyen</i>		158

Source: Estimations du secrétariat de la CNUCED d'après les données de la base COMTRADE de l'ONU et le *Manuel de statistiques 2003* de la CNUCED; voir Butkevicius *et al.* (2003) pour la méthodologie appliquée au classement des produits.

Note: Pour les périodes de référence, voir le tableau 39.

<sup>a</sup> La spécialisation est déterminée par les avantages comparatifs révélés (ACR). Pour la méthodologie, voir le texte.

<sup>b</sup> Le dynamisme du marché est déterminé par la croissance de la valeur à l'exportation de 225 produits. La croissance moyenne annuelle de la valeur à l'exportation est supérieure à 10 % pour les 29 premiers produits et supérieure à 5 % pour les produits classés de la 30<sup>e</sup> à la 153<sup>e</sup> place.

<sup>c</sup> Les données communiquées pour Madagascar ne concernent pas les exportations en provenance des zones industrielles travaillant pour l'exportation.

<sup>d</sup> n.d.a. = non dénommé ailleurs.

des exportations moins dynamique). Parmi les 10 produits venant en tête, le nombre des produits d'exportation pour lesquels le taux de croissance des exportations a été supérieur à 5 % (en dollars courants) au cours de la période 1980-2001 a diminué dans huit des 11 pays.

Le tableau 43 fournit d'autres éléments de réponse sur le point de savoir si la composition des exportations évolue d'une manière qui permettra à ces pays d'être moins marginalisés dans l'économie mondiale. Il indique si la part de ces pays dans le commerce mondial des marchandises était en augmentation dans les périodes qui ont précédé et suivi la libéralisation, et met en lumière les principaux facteurs qui sont à l'origine de ces tendances, à savoir: i) l'absence de produits dynamiques dans la composition de leurs exportations (mesurée d'après l'effet sur la structure du marché); ii) la compétitivité des produits d'exportation (mesurée d'après l'effet sur la part de marché, qui indique si le pays gagne ou perd des parts de marché pour les produits qu'il exporte); et iii) la diversification dans des produits plus dynamiques (effet d'adaptation à la croissance du marché) ou dans des produits moins dynamiques

TABLEAU 43. ANALYSE À PARTS DE MARCHÉ CONSTANTES<sup>a</sup> POUR LES PÉRIODES DE PRÉ ET DE POSTLIBÉRALISATION

	Période de prélibéralisation <sup>b</sup>						
	Part de marché à l'exportation au moment t <sub>1</sub> (1) %	Part de marché à l'exportation au moment t <sub>2</sub> (2) %	Variation (2-1) %	Effet sur la part de marché (3)	Effet sur la structure du marché (4)	Adaptation à la croissance du marché (5)	Adaptation à la stagnation du marché (6)
Bénin	0,079	0,029	-0,05	-0,04	-0,017	-0,0009	0,01
Gambie	0,017	0,027	0,01	0,008	0,003	0,0005	-0,0006
Guinée	0,22	0,27	0,05	0,098	-0,03	0,0002	-0,014
Haïti	0,093	0,31	0,22	0,15	0,016	0,033	-0,0005
Madagascar	0,19	0,15	-0,038	-0,05	0,016	-0,007	0,003
Mauritanie	0,16	0,14	-0,02	-0,012	0,001	0,0002	0,001
Mozambique	0,072	0,043	-0,029	-0,028	-0,001	-0,0004	0,002
Népal	0,039	0,069	0,03	0,023	-0,0006	0,003	-0,0002
Ouganda	0,21	0,08	-0,13	-0,047	-0,11	-0,0004	0,022
Togo	0,11	0,105	-0,005	0,037	-0,021	-0,00013	-0,006
Zambie	0,34	0,25	-0,11	-0,13	-0,03	-0,0005	0,012
	Période de postlibéralisation <sup>b</sup>						
Bénin	0,041	0,04	-0,01	0,013	-0,015	-0,0003	-0,0054
Gambie	0,012	0,017	0,005	0,006	-0,0004	0,0003	0,0003
Guinée	0,098	0,092	-0,006	-0,0098	0,0026	-0,0011	-0,0008
Haïti	0,023	0,037	0,014	0,018	-0,0017	0,0014	-0,0017
Madagascar	0,049	0,042	-0,007	-0,0002	-0,0054	-0,0004	-0,0004
Mauritanie	0,12	0,075	-0,045	-0,035	-0,006	-0,001	0,002
Mozambique	0,037	0,045	0,008	0,014	-0,0041	0,0001	-0,002
Népal	0,097	0,074	-0,023	-0,022	-0,01	-0,0001	0,004
Ouganda	0,09	0,07	-0,02	-0,0012	-0,023	0,0005	0,003
Togo	0,05	0,035	-0,015	-0,0044	-0,015	0,00004	0,004
Zambie	0,24	0,2	-0,04	-0,01	-0,03	0,00033	0,002

Source: Estimations du secrétariat de la CNUCED, d'après le *Manuel de statistiques 2003* de la CNUCED.

<sup>a</sup> Pour la méthodologie utilisée et les définitions de l'effet sur la part de marché (3), de l'effet sur la structure du marché (4), de l'adaptation à la croissance du marché (5) et de l'adaptation à la stagnation du marché (6), voir le texte. La somme de (3), (4), (5) et (6) correspond à peu près à la différence entre (1) et (2). En raison du nombre élevé de valeurs estimatives, la somme des quatre effets ne correspond pas à la variation de la part de marché à l'exportation pour la Mauritanie, le Togo et la Zambie.

<sup>b</sup> Pour les périodes de pré-libéralisation et du post-libéralisation, voir le tableau 39. Dans chacune de ces périodes, les deux premières (t<sub>1</sub>) et deux dernières (t<sub>2</sub>) années ont été ramenées à une valeur moyenne pour corriger les effets d'années inhabituelles.

(effet d'adaptation à la stagnation du marché). La méthode utilisée est la méthode présentée par Laursen (1997, 1998)<sup>10</sup>.

Il ressort du tableau que 7 des 11 pays ont perdu des parts de marché dans la période précédant la libéralisation et que huit ont perdu des parts de marché dans la période postérieure à la libéralisation. Les seuls pays qui n'ont pas perdu de parts de marché au cours des cinq années qui ont suivi la vaste libéralisation des échanges étaient la Gambie, Haïti et le Mozambique. Pour ces pays, le principal facteur qui explique cette situation était plutôt l'amélioration de la compétitivité de leurs exportations existantes que la diversification. Pour les huit PMA qui ont perdu des parts de marché après la libéralisation, les principaux facteurs qui sous-tendent cette évolution étaient le manque de produits d'exportation bénéficiant d'un marché dynamique et une perte de parts de marché pour les produits d'exportation existants. Cinq des 11 pays ont amélioré leur compétitivité sur les marchés existants dans la période qui a précédé la libéralisation, quatre seulement l'ont améliorée dans la période qui a suivi. La diversification n'a joué qu'un rôle très minime dans le profil du changement, aussi bien avant qu'après la libéralisation, dans tous les pays de l'échantillon, sauf en Haïti dans la période qui a précédé la libéralisation. Il y a des indices un peu plus nombreux, dans la période qui a suivi la libéralisation, d'une tendance à une diversification, certes modeste, portant sur un plus grand nombre de produits dynamiques que de produits statiques. Mais l'effet de cette tendance est finalement si minime que le résultat global n'en est pas modifié.

Un dernier aspect de l'évolution de la structure des exportations concerne le point de savoir dans quelle mesure cette structure devient plus ou moins concentrée. Le tableau 44 indique les changements intervenus en ce qui concerne la concentration des exportations des PMA entre les périodes antérieures et postérieures à la libéralisation pour les 11 pays utilisant un indicateur de la concentration des exportations — qui mesure la part des trois principaux produits d'exportation dans le total des exportations de marchandises — et en ce qui concerne le nombre des produits d'exportation.

TABLEAU 44. CONCENTRATION DES EXPORTATIONS ET NOMBRE DE PRODUITS EXPORTÉS PENDANT LES PÉRIODES DE PRÉ ET DE POSTLIBÉRALISATION

Pays	Indice de concentration des exportations <sup>a</sup>		Part des trois principaux produits d'exportation dans le total des exportations (Pourcentage)		Nombre de produits exportés <sup>b</sup>	
	Pré-libéralisation	Post-libéralisation	Pré-libéralisation	Post-libéralisation	Pré-libéralisation	Post-libéralisation
Bénin	<b>0,48</b>	0,76	77,5	87,1	21	25
Gambie	<b>0,44</b>	0,33	74,0	42,3	..	30
Guinée	<b>0,92</b>	0,59	96,1	88,6	..	24
Haïti	<b>0,20</b>	0,35	35,5	51,7	..	36
Madagascar	0,45	0,22	74,1	33,8	47	71
Mauritanie	<b>0,62</b>	<b>0,53</b>	<b>94,6</b>	<b>93,8</b>	20	25
Mozambique	<b>0,31</b>	0,40	40,1	60,4	51	62
Népal	0,25	0,49	30,9	66,0	33	47
Ouganda	<b>0,86</b>	0,43	96,0	59,6	19	73
Togo	0,51	0,41	72,1	69,4	38	45
Zambie	<b>0,86</b>	0,62	91,8	72,4	48	119

Source: Estimations du secrétariat de la CNUCED, d'après le *Manuel de statistiques 2003* de la CNUCED.

Note: Pour les périodes de référence, voir le tableau 39.

<sup>a</sup> D'après l'indice Hirschmann normalisé pour obtenir des valeurs comprises entre 0 et 1 (concentration maximale).

<sup>b</sup> Positions à trois chiffres de la CTIC, Révision 2.

Le tableau semble indiquer que la concentration des exportations a diminué et que la diversité, mesurée par le nombre des produits exportés, a augmenté dans la période qui a suivi la libéralisation. Le nombre des produits exportés a augmenté dans tous les pays pour lesquels des données sont disponibles, tandis que l'indice de concentration des exportations régressait dans six des 11 pays et que la part des trois principaux produits diminuait dans sept pays. Cette évolution constitue une tendance positive. Mais l'analyse des parts de marché montre que ces phénomènes n'ont pas une ampleur suffisante pour avoir eu un impact majeur sur les parts de marché à l'exportation. Au demeurant, le nombre moyen de produits exportés par ces pays au lendemain de la libéralisation des échanges était de 51, chiffre encore très faible par rapport au chiffre de 129 enregistré pour les autres pays en développement au cours de la période 1995-2001.

### 3. L'IMPACT DE LA LIBÉRALISATION DES ÉCHANGES SUR LA BALANCE DES PAIEMENTS

Les incidences sur la balance des paiements occupent généralement peu de place dans le débat sur l'impact de la libéralisation des échanges dans les pays en développement. Cependant, un rapport de la CNUCED (1999), ainsi que des travaux récents (Santos-Paulino, 2002a; 2002b; Santos-Paulino et Thirlwall, 2004) donnent à penser qu'il s'agit là d'une sérieuse omission. En effet, «si la libéralisation du commerce extérieur peut promouvoir la croissance du côté de l'offre grâce à une allocation plus efficiente des ressources, elle peut aussi freiner la croissance induite par la demande s'il n'est pas possible de maintenir l'équilibre entre les importations et les exportations par le biais d'une dépréciation monétaire ou de financer les déficits par des apports de capitaux soutenables» (Santos-Paulino et Thirlwall, 2004:68).

Une analyse récente de l'évolution dans l'ensemble des pays en développement a tenté d'évaluer l'impact de la libéralisation des échanges sur les exportations, les importations et la balance commerciale, en dissociant les effets de la suppression des droits à l'exportation et à l'importation, des incidences du calendrier de tout le processus de libéralisation, y compris de la réduction et/ou de la suppression des droits de douane, des mesures non tarifaires et des restrictions administratives à l'exportation et à l'importation. Les principales constatations concernant les pays en développement sont les suivantes:

- Une réduction d'un point de pourcentage des droits à l'exportation et à l'importation a pour conséquence une croissance des exportations inférieure à 0,2 %, compensée par une croissance des importations se situant entre 0,2 et 0,4 %;
- Indépendamment de toute modification des taux de droits, une comparaison entre les régimes en vigueur avant et après la libéralisation montre que les exportations ont progressé de 2 % et les importations de 6 %;
- Les élasticités-revenu de la demande d'importations et d'exportations ont réagi pratiquement dans une égale mesure à la libéralisation du commerce extérieur. Cependant, l'élasticité-prix de la demande a progressé davantage pour les importations que pour les exportations;
- La libéralisation des échanges s'est traduite par une détérioration de la balance des paiements supérieure à 2 % du PIB et par une détérioration du compte courant évaluée à 0,8 % du PIB;

---

*“Si la libéralisation du commerce extérieur peut promouvoir la croissance du côté de l'offre, ... elle peut aussi freiner la croissance induite par la demande s'il n'est pas possible de maintenir l'équilibre entre les importations et les exportations par le biais d'une dépréciation monétaire ou de financer les déficits par des apports de capitaux soutenables.”*

---



- Toutes les régions étudiées (Afrique, Asie et Amérique latine) ont dû faire face à une dégradation de leur balance commerciale et de leur compte courant dans la période postérieure à la libéralisation;
- L'effet positif de la libéralisation sur la croissance des importations et l'effet négatif sur la balance commerciale et le compte courant sont d'autant plus prononcés que les pays ont entamé leur libéralisation à partir d'un régime fortement protectionniste;
- La libéralisation des échanges a eu un effet positif net sur la croissance du revenu, mais les incidences sur la balance des paiements ont peut-être fait tomber la croissance à un niveau inférieur au niveau qui aurait pu être obtenu si un équilibre avait été maintenu entre les exportations et les importations (Santos-Paulino et Thirlwall, 2004:69-70).

Il est donc possible que les pressions exercées sur la croissance l'aient maintenue en deçà de son potentiel productif en raison des incidences de la libéralisation des échanges sur la balance des paiements.

Les recherches sur l'impact de la libéralisation des échanges dans les PMA confirment le schéma général mis en lumière par Santos-Paulino et Thirlwall (2004) pour les pays en développement. Huit constatations essentielles se dégagent des recherches sur les PMA:

- Dans les PMA, une réduction d'un point de pourcentage des droits à l'exportation ajoute 0,19 point de pourcentage à la croissance des exportations, et une réduction d'un point de pourcentage des droits à l'importation ajoute 0,12 point de pourcentage à la croissance des importations (voir l'encadré 12). Ces résultats sont du même ordre de grandeur que ceux obtenus pour les pays en développement;
- Dans les PMA, comme dans les pays en développement, le passage à un régime commercial récemment libéralisé a, sur les exportations, les importations et la balance des paiements, une plus forte incidence qu'une réduction limitée aux seuls droits à l'exportation et à l'importation;
- Le passage à un régime commercial libéralisé a sur les exportations un impact beaucoup plus faible dans les PMA que dans l'ensemble des pays en développement. Indépendamment des modifications apportées aux taux de droits, une comparaison entre les régimes en vigueur avant et après la libéralisation montre que les exportations ont progressé de 0,5 % dans les PMA, mais de 2 % dans les pays en développement;
- De même, le passage à un régime commercial libéralisé a sur les importations un impact plus faible dans les PMA que dans les pays en développement. Indépendamment des modifications apportées aux taux de droits, une comparaison entre les régimes en vigueur avant et après la libéralisation montre que les importations ont progressé de 1 % dans les PMA, mais de 6 % dans les pays en développement;
- Dans les PMA, comme dans les pays en développement, la libéralisation des échanges a un impact notable non seulement sur la croissance autonome des importations, mais aussi sur leur sensibilité aux variations des revenus et des prix;
- Le passage à un régime commercial libéralisé se traduit par une dégradation de la balance commerciale à la fois dans les PMA et dans les pays en développement, mais dans une moindre mesure dans les PMA. La libéralisation des échanges a entraîné une détérioration de la balance

---

*Le passage à un régime commercial libéralisé se traduit par une dégradation de la balance commerciale à la fois dans les PMA et dans les pays en développement, mais dans une moindre mesure dans les PMA.*

---

commerciale évaluée à 1,3 % du PIB dans les PMA, mais de 2 % du PIB dans les pays en développement;

- Aussi bien dans les PMA que dans les pays en développement, la dégradation de la balance commerciale n'est pas due seulement à la réaction autonome des importations à la libéralisation des échanges, mais également au fait que la libéralisation des échanges a stimulé le taux de croissance, ce qui à son tour a renforcé la croissance des importations;
- Dans les PMA, la réponse autonome des importations à la libéralisation, et l'effet revenu de la libéralisation des échanges sur les importations, ont été en partie neutralisés par l'interaction entre les apports d'aide et la libéralisation des échanges. L'aide a diminué dans la période postérieure à la libéralisation, ce qui, à son tour, a fait pression sur la croissance des importations et limité la détérioration de la balance commerciale.

Ces conclusions sont importantes pour comprendre l'impact de la libéralisation des échanges sur la balance des paiements dans les PMA. Elles donnent à penser que la réaction des exportations à la libéralisation du commerce extérieur a été plus limitée dans les PMA que dans les autres pays en développement. Cela s'explique probablement par les faiblesses des capacités de production nationale et par le développement incomplet de l'économie de marché dans le pays. Mais, dans le même temps, la réaction des importations est elle aussi plus limitée dans les PMA. La raison en est que les épisodes de libéralisation dans les PMA se sont accompagnés d'apports d'aide plus importants, et que ces apports ont diminué une fois que l'économie a été libéralisée. En revanche, bien qu'il n'y ait pas de données pour étayer cette hypothèse, on peut supposer que dans les autres pays en développement, la libéralisation du commerce s'est accompagnée d'apports accrus de capitaux privés, ce qui a amplifié l'impact de la libéralisation des échanges sur les importations. Le résultat global est une détérioration de la balance commerciale à la fois dans les PMA et dans les autres pays en développement, mais plus prononcée dans les autres pays en développement.

---

*Le fait que l'impact de la libéralisation des échanges sur la croissance des importations est plus fort que l'impact sur la croissance des exportations signifie que le passage à un régime commercial libéralisé exacerbe la dépendance à l'égard de l'aide ainsi que le problème du financement soutenable du déficit commercial, auquel les PMA se trouvent toujours confrontés.*

---

Bien que la détérioration de la balance commerciale ait été moindre dans les PMA que dans les autres pays en développement, le fait que l'impact de la libéralisation des échanges sur la croissance des importations est plus fort que l'impact sur la croissance des exportations signifie que le passage à un régime commercial libéralisé exacerbe le problème du financement soutenable du déficit commercial, auquel les PMA se trouvent toujours confrontés. La situation tendue de la balance des paiements au lendemain de la libéralisation des échanges dans les pays en développement amène Santos-Paulino et Thirlwall à la conclusion que «somme toute, le libre-échange et les taux de change flexibles ne garantissent aucunement que des ressources intérieures inutilisées peuvent être aisément converties en devises dont le pays a cruellement besoin» (Santos-Paulino et Thirlwall, 2004:70). Les observations faites sur les pays en développement suggèrent une conclusion analogue pour les PMA. Au demeurant, étant donné la marginalisation persistante des PMA par rapport aux flux de capitaux privés au lendemain des réformes économiques (voir *Les pays les moins avancés, Rapport 2002*, chap. 3), le processus de libéralisation des échanges a exacerbé la dépendance vis-à-vis de l'aide et, dans la mesure où l'aide n'est pas fournie sous forme de dons et ne contribue pas à renforcer la capacité commerciale, elle n'a fait qu'accroître la probabilité d'une nouvelle crise de la dette dans l'avenir.



### ENCADRÉ 12. TEST DE L'IMPACT DE LA LIBÉRALISATION DES ÉCHANGES SUR LA CROISSANCE DES EXPORTATIONS, LA CROISSANCE DES IMPORTATIONS ET LA BALANCE COMMERCIALE

Le présent encadré décrit brièvement les modèles utilisés par Santos-Paulino (2003) pour tester l'impact de la libéralisation des échanges sur la croissance des exportations, la croissance des importations et la balance commerciale dans les PMA, et rend compte des résultats obtenus.

On peut utiliser une équation de la croissance des exportations qui relie la croissance des exportations à la croissance du revenu mondial et à la compétitivité, mesurée sur la base des prix des exportations d'un pays par rapport aux prix sur les marchés extérieurs de biens analogues exprimés dans une monnaie commune. Pour estimer l'impact de la libéralisation des échanges sur la croissance des exportations, ce modèle de base a été modifié de manière à: i) tenir compte du fait que l'adaptation de la demande d'exportations à l'évolution des prix ou des revenus n'est pas instantanée; ii) incorporer deux mesures différentes de la libéralisation des échanges: les droits à l'exportation (mesurés en pourcentage de la valeur totale des exportations), d'une part, et une variable muette pour l'année des plus importantes mesures de libéralisation, de l'autre; et iii) inclure des variables qui reflètent la sensibilité des exportations aux variations des prix et du revenu.

La même approche est utilisée pour modéliser l'effet de la libéralisation des échanges sur la croissance des importations. Une fonction dynamique traditionnelle de la demande d'importations reliant les importations aux prix relatifs et aux revenus intérieurs est estimée. Mais en plus, une fonction de croissance des importations augmentée est estimée, à laquelle l'aide est incorporée sous forme de ratio du PIB. Une liaison positive est attendue entre la croissance des importations et les apports d'aide.

Pour modéliser l'effet de la libéralisation des échanges sur la balance commerciale, il est élaboré une combinaison des deux modèles précédents avec la performance du commerce extérieur mesurée en tant qu'écart nominal entre les importations et les exportations.

En utilisant la technique d'estimation GMM<sup>1</sup>, les effets de la libéralisation des échanges sur la croissance des importations et des exportations et sur la balance commerciale ont été estimés pour un groupe de 17 PMA pour la période allant de 1970 à 2001. Trois modèles distincts ont été utilisés pour saisir les effets respectifs de la libéralisation sur les exportations, les importations et la balance commerciale. Les équations ou les variables utilisées pour cette analyse sont présentées ci-dessous, ainsi que les constatations du modèle, qui ont été analysées dans le corps du texte.

La fonction estimée de croissance des exportations augmentée prend la forme suivante:-

$$x_{it} = \beta_1 px_{it} + \beta_2 wy_{it} + \beta_3 x_{it-1} + \beta_4 d_{it} + \beta_5 lib + \beta_6 (px \times lib)_{it} + \beta_7 (wy \times lib)_{it} + \mu_t$$

$x_{it}$  = croissance des exportations pour le pays i et le temps t;

$px_{it}$  = variation du taux de change réel;

$wy_{it}$  = variation du revenu mondial;

$x_{it-1}$  = croissance des exportations différée pendant une période;

$d_{it}$  = taux des droits à l'exportation;

$lib$  = variable muette égale à 0 avant l'année de début des épisodes de libéralisation (voir tableau 37) et à 1 par la suite;

$wy \times lib$  et  $px \times lib$  sont des variables d'interaction;

$\mu_t$  = résidu.

Une application de ce modèle donne les résultats suivants:

Variabes explicatives	Résultats de la régression
Croissance du taux de change réel	-0,03 (3,33)**
Croissance du revenu mondial	1,72 (5,02)**
Croissance des exportations différée	0,07 (0,92)
Droits à l'exportation	-0,19 (2,12)*
Libéralisation, <i>lib</i>	0,50 (5,15)**
Variable muette relative à la pente, <i>wy lib</i>	0,15 (5,05)**
Variable muette relative à la pente, <i>px lib</i>	-0,02 (2,94)*
Élasticité revenu à long terme	1,85
Élasticité prix à long terme	-0,003

Note: colonne ii) du tableau 2, où les chiffres entre parenthèses ( ) sont des ratios t et \*\*, \* indiquent qu'un coefficient est significatif aux niveaux de signification 1 et 5 respectivement.

La fonction estimée de croissance des importations augmentée prend la forme suivante:

$$m_{it} = \alpha_i + \beta_1 pm_{it} + \beta_2 y_{it} + \beta_3 m_{it-1} + \beta_4 d_{it} + \beta_5 lib_{it} + \beta_6 aid_{it} + \beta_7 (pm \times lib)_{it} + \beta_8 (y \times lib)_{it} + \beta_9 (aid \times lib) + \varepsilon_{it}$$

## Encadré 12 (suite)

où:

 $m_{it}$  = la croissance des importations $\alpha_i$  = les effets spécifiques par pays; $pm$  = la croissance en prix relatifs; $y$  = la croissance du revenu réel; $d_{it}$  = les droits à l'importation; $lib_{it}$  = la variable muette qui est égale à 0 avant l'année de début des épisodes de libéralisation (voir tableau 37) et à 1 par la suite; $aid$  = la variable de l'aide en pourcentage du PIB; $\varepsilon_{it}$  = le résidu.

L'application de ce modèle donne les résultats suivants:

Variables explicatives	Résultats de la régression
Croissance du taux de change réel	-0,11 (4,82)**
Croissance du revenu	1,63 (5,99)**
Croissance des importations différée	0,13 (1,50)
Droits à l'importation	-0,12 (2,09)*
Libéralisation	1,87 (5,94)**
Croissance de l'aide	0,29 (4,29)**
Variable muette relative à la pente, $y \times lib$	0,21 (6,05)**
Variable muette relative à la pente, $pm \times lib$	-0,12 (6,41)**
Variable muette relative à la pente, $aid \times lib$	0,53 (4,44)**
Élasticité: revenu à long terme	1,87
Élasticité: prix à long terme	-0,13

Note: Colonne ii) du tableau 5.

L'équation estimée pour la balance commerciale (TB) et le compte courant (CA) prend la forme suivante:

$$TB/GDP_{it} \text{ or } CA/GDP_{it} = \beta_1 + \beta_2(TB \text{ or } CA)_{t-1} + \beta_3(w)_{it} + \beta_4(y)_{it} + \beta_5(p)_{it} + \beta_6(d_x)_{it} + \beta_7(d_m)_{it} + \beta_8(TOT)_{it} + \beta_9(lib)_{it} + \beta_{10}(y \times lib)_{it} + \beta_{11}(aid)_{it} + \beta_{12}(aid \times lib)_{it} + \varepsilon_{it}$$

où:

 $w$  = la croissance du commerce mondial; $y$  = la croissance du revenu intérieur; $p$  = la variation du taux de change réel; $d_x$  = les droits à l'exportation en pourcentage du total des exportations; $d_m$  = les droits à l'importation en pourcentage du total des importations;

TOT = les termes nominaux de l'échange;

 $lib$  = une variable muette qui est égale à 0 avant l'année du début des épisodes de libéralisation (voir tableau 37) et à 1 par la suite; $aid$  = le ratio aide/PIB.

L'application de ce modèle donne les résultats suivants:

Variables explicatives	Balance commerciale
Balance commerciale différée	0,97 (5,70)**
Croissance du revenu mondial	0,31 (2,73)*
Croissance du revenu	-0,2 (2,5)*
Croissance du taux de change réel	0,01 (0,22)
Droits à l'exportation	-0,18 (0,14)
Droits à l'importation	0,15 (0,48)
Variable muette de libéralisation	-1,30 (3,21)**
$Aid$	0,95 (2,23)*
$y \times lib$	-0,33 (2,91)*
$aid \times lib$	0,13 (2,72)*
TOT	-0,09 (1,12)

Source: Santos-Paulino (2003).

<sup>1</sup> Pour un exposé de la technique d'estimation GMM, voir Greene (1997).

#### 4. CHANGEMENTS SURVENUS DANS LA COMPOSITION DES IMPORTATIONS

L'accélération de la croissance des importations à la suite de la libéralisation des échanges pourrait avoir des effets positifs sur le taux de croissance et la durabilité de la croissance si l'augmentation des importations avait pour corollaire une augmentation de l'investissement. Mais la situation dans les PMA après la libéralisation des échanges a été marquée par d'importants changements dans la composition des importations. Le graphique 37 met en évidence le schéma qui est en train d'apparaître. Dans chaque cas, les importations de machines représentent, après la libéralisation des échanges, une plus faible part du total des importations de marchandises qu'avant la libéralisation. Dans tous les cas, les importations de biens de consommation représentent une plus forte part du total des importations de marchandises après la libéralisation qu'avant la libéralisation. Dans la majorité des cas, la part des importations de produits alimentaires a également tendance à augmenter dans le total des importations de marchandises.

Compte tenu de ces tendances, il semble probable que si la croissance des importations consécutive à la libéralisation des échanges peut être salutaire pour la consommation, elle ne favorise pas nécessairement une accélération soutenue du taux de croissance économique sur la base de l'investissement productif.

#### F. Perspectives d'une réduction substantielle de la pauvreté après la libéralisation des échanges: inclusivité de la croissance économique

Une analyse de «l'inclusivité» de la croissance économique dans le régime commercial qui suit la libéralisation est beaucoup plus difficile qu'une analyse de la durabilité de cette croissance. Elle nécessite des données sur les changements intervenus en ce qui concerne les inégalités et l'emploi, données qui n'existent tout simplement pas à l'heure actuelle faute d'études détaillées par pays. Cependant, certaines tendances commencent à apparaître et donnent des motifs d'inquiétude. En partie sur la base de constatations tirées des EDIC, trois grands sujets de préoccupation sont examinés ici:

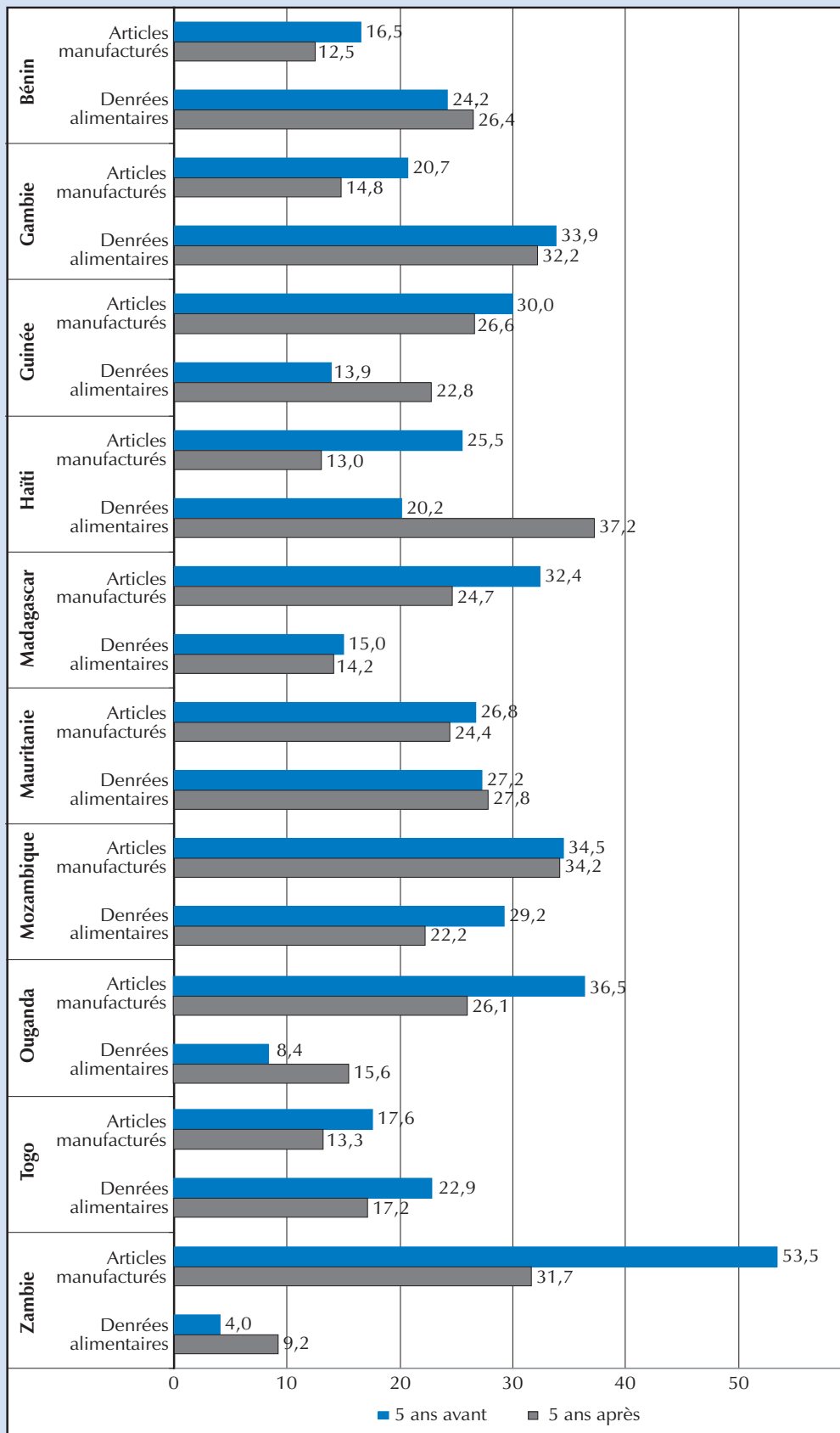
- i) La croissance impulsée par les enclaves dans les PMA dont les principales exportations sont des produits manufacturés, des produits des industries extractives ou le tourisme;
- ii) L'absence d'intégration du marché intérieur et les limites de la commercialisation agricole, qui peuvent exacerber les inconvénients d'une croissance impulsée par les enclaves, mais qui s'observent également dans les PMA à faible densité de population exportateurs de produits agricoles;
- iii) L'intensification de la pression démographique et de la dégradation environnementale dans les PMA à forte densité de population exportateurs de produits agricoles, où les exportations non agricoles ne progressent pas assez rapidement.

---

*Dans chaque cas, les importations de machines représentent, après la libéralisation des échanges, une plus faible part du total des importations de marchandises qu'avant la libéralisation. Dans la majorité des cas, la part des importations de produits alimentaires a également tendance à augmenter dans le total des importations de marchandises.*

---

GRAPHIQUE 37. IMPORTATIONS DE DENRÉES ALIMENTAIRES ET D'ARTICLES MANUFACTURÉS DANS QUELQUES PMA  
AVANT ET APRÈS LA LIBÉRALISATION DES ÉCHANGES  
(En pourcentage des importations totales de marchandises)



Source: Calculs du secrétariat de la CNUCED, d'après les données de la base COMTRADE de l'ONU.

Note: Conformément à la CTCl, Rev.2, les importations de denrées alimentaires correspondent aux codes 0+1+22+4 et les importations d'articles manufacturés aux codes 7-775-781+87+881+884. Pour les périodes de référence, voir le tableau 39.

## 1. CROISSANCE IMPULSÉE PAR LES ENCLAVES (OU CROISSANCE «ENCLAVÉE»)

Le problème de la croissance impulsée par les enclaves est illustré par l'exemple de deux PMA qui ont libéralisé en profondeur — la Guinée et Madagascar. Ces deux pays méritent de retenir l'attention parce que leurs résultats à l'exportation se sont notablement améliorés dans les années 90 et, du point de vue du classement en fonction de la relation commerce-pauvreté sur la base de l'évolution de la consommation privée par habitant (voir tableau 31, chap. 3), tous deux sont des exemples «vertueux» d'une expansion des exportations accompagnée d'un accroissement de la consommation privée moyenne par habitant supérieur à 1 % par an. Parallèlement à la progression des exportations, la consommation privée moyenne par habitant s'est accrue de plus de 1 % par an entre 1990 et 2000 en Guinée et entre 1995 et 2000 à Madagascar. Cependant, la croissance économique de ces deux pays ne reposait pas sur de larges bases.

En Guinée, l'enclave exportatrice qui alimente la croissance économique est une industrie extractive fortement capitaliste axée sur la bauxite et l'aluminium. Il existe un sous-secteur minier artisanal spécialisé dans les diamants, dans lequel environ 100 000 personnes sont occupées. Ce sous-secteur accroît légèrement l'intensité d'emploi des activités minières. L'agriculture est la principale source de subsistance de la majorité de la population, puisqu'elle emploie les deux tiers de la population active, mais sa contribution au PIB n'est que de 17 %. D'après les données d'une enquête sur les ménages, 88 % des pauvres vivaient en zone rurale en 1994. L'incidence totale de la pauvreté pour l'ensemble du pays était de 40 %: de 7 % dans la capitale, Conakry, mais de 53 % dans les zones rurales et de 62 % dans le nord du pays (Haute-Guinée).

Depuis 1986, la Guinée s'est profondément libéralisée; dans le cadre du régime commercial récemment libéralisé, les exportations sont passées, en pourcentage du PIB, de 19 % en 1996 à 28 % en 2001. Pourtant, l'EDIC a constaté que l'expansion des exportations et l'ouverture des marchés avaient eu un «impact négligeable» sur la pauvreté. Il y est dit que «la position actuelle de la Guinée dans le commerce mondial, étant donné sa forte dépendance à l'égard des industries extractives, n'a pas permis une véritable réduction de la pauvreté. Cela est dû principalement à la nature assez fortement capitaliste du secteur minier, à ses liens fragiles avec le reste de l'économie, et à la faiblesse de la base d'imposition, qui ne permet guère aux pouvoirs publics d'utiliser dans des programmes de réduction de la pauvreté les recettes provenant du secteur des industries extractives» (Cadre intégré, 2003b:8 et 9). En dehors des industries extractives, les industries de substitution des importations ont perdu beaucoup de leur importance, «le secteur privé n'ayant pas repris les entreprises publiques dont un grand nombre ont été fermées» (Cadre intégré, 2003b:5). La disparition des entreprises publiques s'est accompagnée d'une chute des exportations de produits manufacturés. Par ailleurs, le processus de libéralisation des échanges ne s'est pas traduit par une augmentation des exportations agricoles. Au contraire, la part relative des exportations agricoles a reculé à la suite de l'instauration du nouveau régime commercial libéralisé. Le tourisme se développe, mais joue encore un rôle mineur dans l'économie.

Si la Guinée offre l'exemple d'une croissance non solidaire (non inclusive) dans un pays comportant une enclave fortement capitaliste, Madagascar illustre une forme de croissance économique non solidaire dans un pays comportant une enclave à forte intensité de main-d'œuvre. C'est un aspect

---

*Le problème de la croissance impulsée par les enclaves est illustré par l'exemple de deux PMA qui ont libéralisé en profondeur — la Guinée et Madagascar. Tous deux sont des exemples «vertueux» d'une expansion des exportations accompagnée d'un accroissement de la consommation privée moyenne par habitant. Cependant, la croissance économique de ces deux pays ne reposait pas sur de larges bases.*

---

particulièrement important parce que Madagascar pourrait être considérée, à bien des égards, comme un modèle de réussite. La libéralisation du commerce extérieur s'est accompagnée d'une diversification vers des exportations de produits manufacturés à croissance rapide. Le pays est parvenu à attirer des apports d'IED, qui ont fourni les investissements, la technologie et le savoir-faire commerciaux nécessaires pour prendre pied sur les marchés internationaux. Au niveau national, tout le processus a été grandement facilité par des innovations originales sur le plan institutionnel, avec la création d'une zone franche industrielle travaillant pour l'exportation. Par ailleurs, au niveau international, le processus a été accéléré grâce à l'octroi de l'accès préférentiel aux marchés des pays de l'OCDE (voir le chapitre suivant). La part des exportations de biens et de services dans le PIB s'est accrue d'un tiers depuis 1996 et, d'après le FMI, le taux de change reflète les caractéristiques fondamentales de l'économie (Cadre intégré, 2003c, aperçu: 11). Cependant, avec le régime commercial postlibéral, un schéma de croissance économique à deux vitesses est apparu, qui risque de laisser la majorité de la population enlisée dans l'extrême pauvreté.

---

*Si la Guinée offre l'exemple d'une croissance non solidaire dans un pays comportant une enclave fortement capitalistique, Madagascar illustre une forme de croissance économique non solidaire dans un pays comportant une enclave à forte intensité de main-d'œuvre.*

---

Les trois éléments clefs de la structure de l'économie sont: le secteur agricole, qui emploie 75 % de la population active et fournit plus de 40 % du PIB; la zone franche industrielle, qui fournit 2 % du PIB, et qui employait en 1997 0,06 % de la population active totale; et les industries locales qui contribuent au PIB pour un peu plus de 12 % et représentent de 150 000 à 200 000 emplois. La plupart des pauvres vivent dans les zones rurales et sont employés dans des activités agricoles. Mais la croissance de l'agriculture a été lente et volatile, et des craintes ont été exprimées au sujet des importations de riz qui pourraient rendre moins efficaces les incitations à la production. Avec la libéralisation du commerce extérieur, le recul des exportations agricoles observé dans les années 80 a été inversé et l'agriculture s'est diversifiée dans de nouveaux produits. Les exportations agricoles étaient pourtant inférieures en 1999 à leur niveau de 1980, la progression des exportations non traditionnelles (en particulier des fruits, des légumes, du poisson et du coton) étant insuffisante pour compenser le recul des exportations traditionnelles (café, épices, sucre et sisal). Ce sont les exportations de poisson, en particulier de crevettes, qui ont le plus fortement progressé, mais la participation des pauvres à cette activité se limite à des emplois dans des opérations à moyenne ou grande échelle.

Dans les zones franches industrielles, le taux de croissance de la production et de l'emploi a été dynamique. En revanche, dans l'économie récemment libéralisée, les industries locales en dehors des zones franches industrielles «ont du mal à supporter la concurrence des importations et s'essoufflent» (Cadre intégré, 2003c, rapports de base: 62). Dans l'agroalimentaire, les boissons et le textile, les importations ne représentaient en 1996 que 22 %, 12 % et 5 % de la consommation intérieure, respectivement. Mais dans la période 1997-1999, moins de 40 % de la croissance du marché intérieur dans ces secteurs étaient dus à des producteurs locaux; le reste était couvert par les importations. Dans les secteurs du papier et de l'imprimerie et dans le secteur du cuir, la production nationale a chuté de 15 % et 47 % respectivement, alors que les importations progressaient fortement, de 88 % et 159 % respectivement (ibid.: p. 62 et 63). Les seuls secteurs de l'industrie malgache qui ont progressé en dehors des zones franches industrielles dans la seconde moitié de la décennie sont le tabac et les boissons. En conséquence, «l'économie malgache se caractérise de plus en plus par une croissance segmentée, le dynamisme de la zone franche industrielle travaillant pour l'exportation tranchant sur l'[anémie] du secteur industriel qui n'en fait pas partie» (Cadre intégré, 2003c, aperçu: viii).



Si les résultats médiocres du secteur industriel local hors zone franche industrielle sont si importants, c'est parce que c'est le secteur qui a les liens les plus étroits avec l'économie agricole. L'EDIC signale un cercle vicieux dans lequel les industriels des secteurs d'aval doivent supporter les coûts élevés des intrants d'origine locale. Ces coûts élevés s'expliquent par l'impossibilité pour les producteurs d'aval de réaliser des économies d'échelle en raison de l'exiguïté du marché intérieur et du faible niveau des exportations des entreprises opérant en dehors de la zone franche. Les coûts de production élevés imputables à la production à petite échelle se répercutent sur le coût des produits finaux. Vu le coût élevé des produits finaux, il est difficile d'accroître leur part du marché intérieur ou de les exporter, ce qui exacerbe le problème de l'échelle de production suboptimale. La libération des forces du marché a aggravé ce cercle vicieux au lieu de permettre le développement de complémentarités dans la production. Comme il est dit dans l'EDIC, il est peu probable qu'«une solution uniquement fondée sur le marché puisse avoir l'ampleur nécessaire pour remédier à cette situation et elle pourrait être à elle seule insuffisante» (Cadre intégré, 2003c, rapports de base, 67).

Les perspectives de réduction de la pauvreté ne sont pas encourageantes. L'EDIC comporte une simulation fondée sur l'hypothèse d'une croissance des exportations de vêtements de 20 % par an dans la période 2002-2003, puis de 10 % par an dans la période 2003-2009; l'autre hypothèse retenue est une croissance du tourisme de 10 % par an sur l'ensemble de la période. Cependant, si la production agricole progresse de 1,5 % par an, au même rythme que dans les années 90, et si l'industrie locale hors zone franche industrielle progresse de 2 % par an, il ressort de la projection que la proportion de la population vivant au-dessous du seuil de pauvreté passera de 71 % en 1999 à 72 % en 2009. Cela veut dire qu'avec un taux annuel moyen de croissance des exportations de 13 % pour les vêtements et de 10 % pour le tourisme au cours de la période 2000-2009, il n'y aura aucun changement en ce qui concerne l'incidence de la pauvreté, et le nombre des pauvres augmentera de 3,8 millions.

C'est du secteur agricole que dépend la réduction de la pauvreté à Madagascar. Mais l'EDIC note que les causes du recul régulier de l'agriculture «sont à rechercher bien au-delà des incitations commerciales et des incitations par les prix» et qu'«une amélioration des politiques commerciales ne sera sans doute pas suffisante pour permettre au secteur agricole de retrouver une croissance soutenue» (Cadre intégré, 2003c, aperçu: 41; Cogneau et Robilliard, 2000). Les simulations montrent que la libéralisation des importations de riz est en fait le moyen le moins efficace pour la promotion de l'agriculture (Stifel et Randrianarisoa, 2004).

Les cas de la Guinée et de Madagascar sont importants car ce sont deux pays «qui ont réussi», en ce sens qu'ils ont développé leurs exportations et réalisé une lente amélioration de la consommation privée moyenne par habitant. Mais le schéma de croissance qui est en train d'apparaître dans ces économies récemment libéralisées dénote une croissance non inclusive. Il se peut aussi que la croissance ne soit pas durable parce qu'elle ne repose pas sur de larges bases. À cet égard, on notera que ces deux pays ont connu des turbulences politiques au cours des cinq dernières années.

Éviter une croissance «enclavée» implique que le développement agricole mobilise autant l'attention que l'expansion des exportations. L'expérience du Bangladesh offre l'exemple d'une réduction soutenue et substantielle de la pauvreté. Cette réduction résulte d'une productivité accrue des cultures

---

*Pour Madagascar, il ressort de la projection qu'avec un taux annuel moyen de croissance des exportations de 13 % pour les vêtements et de 10 % pour le tourisme au cours de la période 2000-2009, il n'y aura aucun changement en ce qui concerne l'incidence de la pauvreté, et le nombre des pauvres augmentera de 3,8 millions.*

---



rizicoles en zone rurale, obtenue grâce à un ensemble de mesures comportant l'utilisation de semences améliorées, un plus large recours aux engrais et des investissements publics et privés dans l'irrigation, ainsi que le développement des exportations de produits manufacturés à forte intensité de main-d'œuvre (Arndt *et al.*, 2002). Mais même là, les migrations internationales et l'augmentation des rapatriements de salaires ont joué un rôle clef dans tout le processus.

## 2. MANQUE D'INTÉGRATION DES MARCHÉS INTÉRIEURS ET NIVEAU ÉLEVÉ DE LA PRODUCTION DE SUBSISTANCE

Un deuxième problème lié à l'inclusivité du processus de croissance se pose dans le cas d'une libéralisation rapide et poussée des échanges dans les pays où l'intégration du marché intérieur est très faible et où les productions de subsistance occupent une large place en zone rurale. Ce problème est signalé dans plusieurs EDIC, y compris dans ceux consacrés à Madagascar, à l'Éthiopie et à la Guinée (voir aussi Tsikata, 2003). Il peut se poser dans le contexte, évoqué plus haut, d'une croissance impulsée par les enclaves. Mais il est également probable qu'il touche des pays à faible densité de population exportateurs de produits agricoles.

---

*La compétitivité des marchés intérieurs est compromise par le mauvais état de l'infrastructure physique et le manque de services de transport. Les coûts de transaction élevés que les agriculteurs doivent supporter pour acheminer les produits de l'exploitation jusqu'aux marchés, ainsi que les coûts et les risques inhérents à l'achat de denrées alimentaires, ont encouragé les ménages à maintenir un certain niveau de production de subsistance, quand bien même ils pourraient espérer une meilleure rentabilité de la spécialisation dans des cultures d'exportation ou dans des cultures vivrières, et de leur commercialisation.*

---

Des pays comme le Burkina Faso, l'Éthiopie, le Mali et la République-Unie de Tanzanie ont un réseau routier à faible densité, et la qualité des routes rurales y est généralement médiocre. Dans ces conditions, les services de transport coûtent cher. Les zones reculées peuvent être alors entraînées dans un cercle vicieux, le coût élevé des transports réduisant la demande de transport, et la faible demande de transport poussant les coûts de transport à la hausse. La compétitivité des marchés intérieurs est compromise par le mauvais état de l'infrastructure physique et le manque de services de transport. Les paysans n'ont guère d'autres débouchés pour vendre ce qu'ils produisent ou d'autres possibilités pour acheter des biens de consommation simples. Avec l'abolition du système des prix fixés pour tout un territoire, système lié aux offices de commercialisation, les termes de l'échange se sont dégradés pour les agriculteurs des zones reculées et le commerce privé a été souvent incapable de remplacer le secteur public pour la fourniture d'intrants de production comme les engrais ou les semences.

Les coûts de transaction élevés que les agriculteurs doivent supporter pour acheminer les produits de l'exploitation jusqu'aux marchés, ainsi que les coûts et les risques inhérents à l'achat de denrées alimentaires, ont encouragé les ménages à maintenir un certain niveau de production de subsistance, quand bien même ils pourraient espérer une meilleure rentabilité de la spécialisation dans des cultures d'exportation ou dans des cultures vivrières, et de leur commercialisation. D'après le Cadre intégré (2003a, vol. 2, annexe 12, encadré 12.2), des dysfonctionnements du marché se produisent parce qu'il faut atteindre un seuil minimum de développement du marché avant que les agriculteurs ne puissent amorcer le passage à des activités de marché; la possibilité de bénéficier de ces activités dépend en effet du nombre de membres de la communauté qui y participent. De plus, en raison des coûts de transaction élevés, d'importants segments de l'économie rurale dans les PMA d'Afrique se concentrent sur des biens non marchands comme les services, les denrées traditionnelles volumineuses du type féculents, les produits périssables et les produits alimentaires transformés sur place. La forte proportion de biens non marchands signifie que l'on peut attendre de puissants effets multiplicateurs du développement du marché et d'une meilleure intégration de ces

communautés rurales avec le reste de l'économie nationale. Mais en l'absence de telles évolutions, une large part de l'économie rurale risque d'être déprimée par la faiblesse de la demande, bon nombre de ruraux pouvant rester sans travail pendant de longues périodes s'il n'y a pas de demande locale effective pour ce qu'ils produisent (Delgado, 1992; 1996).

Comme on l'a vu plus haut, bon nombre de pauvres dans les PMA exportateurs de produits agricoles vivent dans les zones rurales et se consacrent à une agriculture de subsistance basée sur des cultures vivrières traditionnelles, plutôt qu'à des activités d'exportation. L'absence d'intégration du marché intérieur, l'importance considérable des productions de subsistance pour les ménages ruraux et la forte proportion de biens non marchands expliquent que d'importants segments de la population la plus pauvre restent généralement en dehors du processus de libéralisation commerciale et de réforme économique.

### 3. LA PRESSION DÉMOGRAPHIQUE RURALE ET L'ABSENCE D'EMPLOIS NON AGRICOLES

Le problème de la croissance enclavée se pose lorsque la croissance dans le secteur non agricole (produits manufacturés, industries extractives ou tourisme) n'est pas suffisamment liée au développement agricole. Mais il y a un autre problème, inverse du précédent, lorsque la croissance repose sur les exportations agricoles mais que l'emploi non agricole ne progresse pas assez vite pour absorber la pression démographique de plus en plus forte à laquelle sont soumises les ressources foncières. À la différence des deux premiers problèmes, cet aspect n'est pas mentionné dans l'EDIC. Mais de toute évidence, c'est un problème qui commence à se poser dans les PMA exportateurs de produits agricoles à forte densité démographique, par exemple au Burundi, au Malawi et au Rwanda.

Le Malawi est un exemple particulièrement intéressant qui montre comment une vaste libéralisation des échanges permet de s'attaquer à ce problème. Dans les années 70, la croissance économique reposait sur l'expansion des exportations agricoles — d'abord le thé et le tabac, puis le sucre — qui provenaient de grandes plantations employant une main-d'œuvre salariée ou permettant à de petits exploitants de travailler comme métayers. Pendant un certain temps, cette stratégie de croissance s'est révélée très efficace et le pays était présenté comme un exemple de réussite parce qu'il semblait avoir évité la «prédominance de la ville». Les taux de croissance des exportations étaient très élevés et le taux d'investissement accusait également une progression dynamique. Cependant, c'était une stratégie très inégalitaire. Des limites étaient imposées aux petits exploitants en ce qui concerne aussi bien les variétés de tabac qu'ils pouvaient cultiver que les organisations auxquelles ils pouvaient vendre leurs récoltes.

Les réformes économiques ont démarré au début des années 80 à la suite d'une crise économique. La stratégie initiale consistait à augmenter la production de cultures commerciales exportables provenant des petites exploitations en améliorant les incitations par les prix et en libéralisant les marchés agricoles. Cependant, l'application de cette politique a été freinée par les craintes du Gouvernement qui redoutait que cette politique ne compromette l'autosuffisance alimentaire. La dépendance à l'égard des produits alimentaires importés était un sujet de préoccupation particulier, en raison de la position géographique du Malawi, pays sans littoral, et des coûts d'importation élevés qui en résultent et à cause également de la situation de dépendance de nombreux

---

*L'absence d'intégration du marché intérieur, l'importance considérable des productions de subsistance pour les ménages ruraux et la forte proportion de biens non marchands expliquent que d'importants segments de la population la plus pauvre restent généralement en dehors du processus de libéralisation commerciale et de réforme économique.*

---

ménages pauvres qui doivent acheter les produits alimentaires qu'ils consomment. Les restrictions imposées à la participation des petits exploitants dans la plupart des régions de culture du tabac restaient en place. Cependant, devant le mécontentement suscité par ce modèle de croissance très inégalitaire, les dirigeants politiques ont encouragé la création de plantations de plus petite taille par des petits entrepreneurs et des petits exploitants agricoles dynamiques. D'après l'EDIC du Malawi, le système de mesures de contrôle de la production en vigueur dans les années 70 et 80 dans le secteur du tabac «était essentiellement un moyen d'accorder les faveurs et de distribuer le revenu et la richesse dans le pays» (Cadre intégré, 2003d:2).

En 1994, les premières élections démocratiques organisées depuis 1960 ont eu lieu dans le pays. Le nouveau Gouvernement souhaitait promouvoir un type de croissance reposant sur des bases plus larges. Une pièce maîtresse de son action a consisté à amender le *Special Crops Act* de manière à permettre une plus large participation des petits exploitants aux exportations de tabac. En 1996, jusqu'à 200 000 petits exploitants s'étaient lancés dans la culture du tabac (Cadre intégré, 2003d:3) et leur part dans la production de burley du Malawi est passée de 16 % en 1994 à 70 % en 2001. Ce type de croissance plus solidaire a contribué à renforcer la relation vertueuse observée au Malawi dans la deuxième moitié des années 90 entre le commerce et la pauvreté. En 2001 et en 2002, pourtant, de plus en plus de problèmes sont apparus, avec le recul de la productivité, la chute des prix et la baisse de la qualité.

Le processus de croissance plus solidaire des années 90 a coïncidé avec l'approfondissement de la libéralisation des échanges. Mais la libéralisation des échanges s'est également accompagnée d'une désindustrialisation. La croissance annuelle de la valeur ajoutée dans le secteur manufacturier était de l'ordre de 3,3 % entre 1987 et 1995 mais elle a stagné entre 1996 et 1999 (Harrigan, 2001). Beaucoup d'entreprises ont réduit leur activité en raison de la concurrence des importations. En 1996, la production textile s'était contractée de 44 % par rapport à son niveau de 1990, de grandes entreprises fabriquant du savon, des détergents et des huiles ont cessé leur production locale, et l'aviculture s'est effondrée (ibid.: 309). Par ailleurs, «la libéralisation des importations qui a eu lieu au début des années 90 a pratiquement éliminé l'industrie locale du vêtement en raison d'importations considérables d'articles meilleur marché en provenance d'Asie et d'importantes quantités de vêtements d'occasion» (Cadre intégré, 2003d, aperçu: 84). Quand bien même le secteur manufacturier formel comptait pour moins de 2 % dans l'emploi total, les déperditions d'emplois et les moindres possibilités d'embauche dans le secteur non agricole ont créé des situations de détresse, et le développement des exportations de produits manufacturés s'est révélé difficile pour un pays sans littoral comme le Malawi. Les exportations de tissu de coton ont chuté de moitié entre 1996 et 2000 (ibid.: 85).

La Banque mondiale (1997) a noté qu'à long terme il ne fallait pas attendre de la petite agriculture qu'elle génère l'accroissement des revenus ou de l'emploi indispensable pour 80 % d'une population de plus en plus nombreuse dans un pays déjà très peuplé. La fertilité du sol diminue et beaucoup de ménages vivent dans des exploitations qui sont trop petites pour eux. La question cruciale est maintenant de savoir comment réaliser dans ce pays sans littoral, après la libéralisation des échanges, une transformation structurelle qui permettrait à davantage d'actifs de trouver un emploi en dehors de l'agriculture.

## G. Conclusions

Le présent chapitre a montré qu'un processus extensif de libéralisation des échanges s'était déroulé dans les PMA depuis la fin des années 80. Bien peu de ces pays ont aujourd'hui des régimes commerciaux restrictifs. En fait, beaucoup ont entrepris une vaste libéralisation des échanges, libéralisant dans certains cas plus vite que le Chili ne l'a fait dans les années 70 et 80, ce qui s'est traduit par un régime commercial très ouvert d'après les critères internationaux. Les PMA d'Afrique ont réalisé une libéralisation des échanges qui a été plus profonde que dans les PMA d'Asie. Dans les années 80, les PMA d'Asie ont déprécié leurs monnaies bien davantage que les PMA d'Afrique, mais la situation s'est inversée dans les années 90.

Le processus de libéralisation a eu lieu dans le cadre de programmes d'ajustement structurel du FMI et de la Banque mondiale, plutôt que dans le contexte d'une réduction, résultant de négociations multilatérales, des barrières tarifaires en vigueur dans le monde. Le processus de libéralisation des échanges s'est généralement accompagné d'une augmentation de l'aide. Par son ampleur et sa profondeur, la libéralisation des échanges traduit la large participation, déjà ancienne, de la plupart des PMA à des programmes d'ajustement structurel. En utilisant l'indice d'ouverture commerciale du FMI pour mesurer le degré d'ouverture de l'économie, on constate que quelques-uns des PMA ont aujourd'hui des régimes commerciaux plus ouverts que ceux d'autres pays en développement, et aussi ouverts que ceux des pays de l'OCDE à revenu élevé. Récemment encore, il n'y avait pas, sur le plan des politiques, d'effort délibéré pour faire en sorte que la libéralisation des échanges contribue à la réduction de la pauvreté. Mais le processus de libéralisation des échanges a maintenant créé un nouveau climat pour le développement et la réduction de la pauvreté dans les PMA.

Les incidences à court terme du processus de libéralisation des échanges sur la pauvreté varient considérablement selon les pays, certains groupes étant gagnants et d'autres perdants. Selon la tendance observée, la relation commerce-pauvreté est plus favorable dans les pays qui ont ouvert leur économie plus progressivement et moins profondément que dans ceux qui sont allés plus loin et plus vite sur la voie de l'ouverture, et plus favorable que dans ceux qui se sont montrés plus restrictifs. Cela dépend autant de la spécialisation des exportations que de la libéralisation des échanges, ainsi que de différences qui tiennent au rythme de la libéralisation des échanges dans les PMA d'Asie et d'Afrique.

Le problème central est maintenant de savoir si le nouvel environnement a des chances de faciliter une réduction à long terme substantielle et soutenue de la pauvreté. À cet égard, il y a certains éléments positifs et certains éléments négatifs. Pour les PMA qui se sont engagés dans une vaste libéralisation des échanges, les comparaisons entre les tendances de l'économie avant et après la libéralisation indiquent que les taux de croissance du PIB, des exportations et de l'investissement sont tous plus élevés dans l'environnement économique qui a suivi la libéralisation. Mais étant donné les taux élevés d'accroissement démographique, les taux de croissance économique réalisés aujourd'hui ne sont pas dans bien des cas suffisants pour générer des taux de croissance du PIB par habitant qui ouvriront une brèche dans la pauvreté. Il y a d'ailleurs des raisons de penser que la possibilité de maintenir des tendances positives en termes de croissance, d'exportations et d'investissement n'est pas encore garantie. Premièrement, le taux d'épargne intérieure reste très faible, de sorte qu'au lendemain de la libéralisation les pays restent fortement tributaires de l'épargne

---

*Bien peu de PMA ont aujourd'hui des régimes commerciaux restrictifs. Beaucoup ont entrepris une vaste libéralisation des échanges, ce qui s'est traduit par un régime commercial très ouvert d'après les critères internationaux.*

---



---

*Récemment encore, il n'y avait pas, sur le plan des politiques, d'effort délibéré pour faire en sorte que la libéralisation des échanges contribue à la réduction de la pauvreté.*

---



---

*Les incidences à court terme du processus de libéralisation des échanges sur la pauvreté varient considérablement selon les pays, certains groupes étant gagnants et d'autres perdants. Selon la tendance observée, la relation commerce-pauvreté est plus favorable dans les pays qui ont ouvert leur économie plus progressivement et moins profondément.*

---

---

*Le processus de libéralisation des échanges dans les PMA n'a pas encouragé un recentrage sur les exportations de produits manufacturés, mais il a plutôt renforcé la spécialisation dans les exportations de produits primaires.*

---



---

*Étant donné la marginalisation persistante des PMA par rapport aux flux internationaux de capitaux privés, l'incidence sur la balance commerciale signifie que le processus de libéralisation des échanges a exacerbé la dépendance vis-à-vis de l'aide.*

---



---

*La croissance enclavée commence à poser un problème dans certains PMA dont les principaux produits d'exportation proviennent du secteur manufacturier et des industries extractives.*

---

extérieure, notamment de l'aide, dans la période postérieure à la libéralisation. Deuxièmement, il y a des symptômes d'une «fatigue de l'aide» au lendemain de la libéralisation; autrement dit, les apports d'aide sont allés en diminuant une fois que la libéralisation des échanges s'est accélérée. Troisièmement, malgré des taux plus élevés de croissance des exportations, la composition des exportations n'évolue pas encore dans un sens favorable, vers une plus grande spécialisation dans des produits dynamiques et plus compétitifs. On peut certes observer une tendance positive qui va dans le sens d'une moindre concentration des exportations, en même temps que l'émergence de nouveaux produits d'exportation. Mais cette évolution positive est encore si peu significative qu'elle n'influe pas sur le résultat global à l'exportation en inversant la marginalisation de ces pays dans l'économie mondiale. Le processus de libéralisation des échanges dans les PMA n'a pas encouragé un recentrage sur les exportations de produits manufacturés, mais il a plutôt renforcé la spécialisation dans les exportations de produits primaires. Comme le montre le chapitre suivant, ce phénomène s'explique plutôt par l'accès préférentiel aux marchés des pays développés que par les mesures de libéralisation des échanges prises dans les PMA eux-mêmes.

Une analyse de l'incidence de la libéralisation des échanges sur la balance des paiements dans les PMA montre que le processus s'est traduit par une augmentation des exportations et, plus encore, des importations. Cependant, par rapport à l'ensemble des pays en développement, le processus de libéralisation des échanges a eu un effet plus modeste sur les exportations et les importations dans les PMA. Dans les PMA, l'augmentation des exportations est probablement due à la réactivité de l'offre, mais le passage à un régime commercial plus ouvert s'est accompagné d'une réduction de l'aide, ce qui a eu à son tour un effet négatif sur la croissance des importations. Dans le cas des pays en développement, il se peut que des taux de croissance plus dynamiques des importations résultent d'une augmentation des apports de capitaux privés dans la période postérieure à la libéralisation. Le processus de libéralisation des échanges entraîne une dégradation de la balance commerciale à la fois dans les PMA et dans les pays en développement. L'effet est plus faible dans les PMA que dans les pays en développement en raison de l'incidence plus limitée de la libéralisation sur la croissance des importations. Mais étant donné la marginalisation persistante des PMA par rapport aux flux internationaux de capitaux privés, l'incidence sur la balance commerciale signifie que le processus de libéralisation des échanges a exacerbé la dépendance vis-à-vis de l'aide. Au demeurant, dans la mesure où l'aide n'est pas fournie sous forme de dons et ne contribue pas au renforcement des capacités commerciales, elle a rendu plus probable la réapparition d'une crise de la dette dans l'avenir.

La nature du processus de croissance — solidaire ou non solidaire — dans la période qui suit la libéralisation est un autre motif de préoccupation. Le manque de données souligne la nécessité d'études par pays sur les changements intervenus en ce qui concerne les inégalités et l'emploi dans les PMA. Cependant, à partir des renseignements tirés des EDIC, il est clair que la croissance enclavée commence à poser un problème dans certains PMA dont les principaux produits d'exportation proviennent du secteur manufacturier et des industries extractives. Avec cette forme de croissance économique, les liens sont fragiles entre l'enclave exportatrice à croissance rapide et le secteur agricole d'où la majorité de la population et la majorité des pauvres tirent leur subsistance. Dans ces conditions, il peut y avoir des taux très élevés de croissance des exportations sans aucun changement dans l'incidence de la pauvreté.



Il y a encore un autre problème, qui restreint la portée du processus de croissance dans la période postérieure à la libéralisation. Une vaste libéralisation des échanges a eu lieu aux frontières nationales dans des pays où l'infrastructure des transports et des communications intérieurs est très peu développée, où les niveaux d'intégration du marché intérieur sont très faibles, et où la part de la production de subsistance est très élevée. Dans ces conditions, beaucoup de pauvres et de régions pauvres restent à l'écart du processus de croissance, et la libéralisation ne peut pas, à elle seule, rompre les cercles vicieux qui empêchent les ménages ruraux de participer davantage aux marchés et font qu'une forte proportion de la production ne peut être commercialisée qu'à l'échelon local. Cette situation exacerbe le problème de la croissance enclavée dans les pays qui exportent des produits manufacturés, des minéraux et du pétrole; elle s'observe également dans les PMA à faible densité de population, exportateurs de produits agricoles.

Dans les PMA à forte densité de population et exportateurs de produits agricoles, un problème différent commence à se poser, lié à une pression démographique de plus en plus forte sur les sols, à la dégradation de l'environnement et à l'appauvrissement résultant d'exploitations trop petites et de rendements trop faibles pour assurer la subsistance des ménages. Le développement de l'emploi non agricole est nécessaire pour atténuer les pressions auxquelles sont soumises les ressources foncières. Mais dans les PMA pour lesquels les tendances en cours sont examinées dans les EDIC, une libéralisation rapide et poussée est allée de pair avec la désindustrialisation, parce que les entreprises de substitution des importations font faillite quand elles sont exposées à la concurrence internationale sans préparation préalable, et parce que la transformation des produits primaires destinés à l'exportation connaît un net ralentissement. Il s'est avéré difficile pour les PMA à forte densité de population et exportateurs de produits agricoles de développer suffisamment, pour l'exportation, leurs productions manufacturières ou leurs services pour que ces secteurs puissent constituer une nouvelle source d'emplois non agricoles, de sorte que les sols sont soumis à des pressions de plus en plus fortes qui continuent de s'intensifier.

Le défi que doivent relever les PMA et leurs partenaires de développement consiste maintenant à déterminer comment favoriser le développement et promouvoir la réduction de la pauvreté dans une économie nationale très ouverte, opérant dans une économie internationale asymétriquement libéralisée. Au niveau national, cela nécessite bien davantage que l'adoption de mesures «intérieures autres qu'à la frontière» pour que les effets bénéfiques éventuels de la libéralisation des échanges soient «répercutés» sur les pauvres. Ce qu'il faut, c'est plutôt une réflexion novatrice sur les moyens de favoriser le développement et de promouvoir la réduction de la pauvreté dans une économie récemment libéralisée. Il faut définir les éléments d'une stratégie de développement adaptée à la période postérieure à la libéralisation et capable de réduire effectivement la pauvreté dans les pays où l'extrême pauvreté est omniprésente. Par ailleurs, il faut aussi s'interroger sur les moyens d'améliorer l'aide au développement commercial et le régime du commerce international de manière à contribuer au développement et à promouvoir la réduction de la pauvreté dans ces pays. Les deux derniers chapitres du présent rapport traitent de ces questions.

---

*Le défi que doivent relever les PMA et leurs partenaires de développement consiste maintenant à déterminer comment favoriser le développement et promouvoir la réduction de la pauvreté dans une économie nationale très ouverte, opérant dans une économie internationale asymétriquement libéralisée.*

---

---

*Il faut une réflexion novatrice sur les moyens de favoriser le développement et de promouvoir la réduction de la pauvreté dans une économie récemment libéralisée.*

---

## Notes

- 1 D'après l'indice d'ouverture commerciale du FMI, le Rwanda a un régime commercial ouvert, mais pas tout à fait aussi ouvert que ceux de Hong Kong (Chine) et de Singapour.
- 2 Tout au long du présent chapitre, en raison de la diversité des régimes de taux de change adoptés par les PMA, dévaluation et dépréciation sont traitées comme synonymes.
- 3 Bénin, Burundi, Cap-Vert, Éthiopie, Gambie, Haïti, Madagascar, Mali, Mauritanie, Népal, Ouganda, République-Unie de Tanzanie, Sénégal, Soudan, Togo et Zambie. Nous tenons à remercier les ministères du commerce de ces pays de l'aide précieuse qu'ils nous ont apportée en nous communiquant des renseignements sur les changements apportés à leurs régimes de politique commerciale.
- 4 Bangladesh, Bhoutan, Burkina Faso, Cambodge, Guinée, Îles Salomon, Lesotho, Malawi, Maldives, Mozambique et République démocratique populaire lao.
- 5 Keen et Lighthart (2002) voient dans l'incapacité à trouver d'autres sources de recettes l'une des causes principales de l'inversion de la politique commerciale. Dans le cas du Sénégal, le changement de cap était peut-être également dû au fait que le pays ne pouvait pas dévaluer unilatéralement.
- 6 Rodrik (1992) considère que l'uniformité implique un maximum de trois taux de droits. Cependant, compte tenu des caractéristiques des PMA, un tarif à quatre ou cinq taux peut encore être qualifié d'uniforme.
- 7 Les études diagnostique d'intégration du commerce sont entreprises dans le contexte du Cadre intégré pour l'assistance technique liée au commerce (CI, en abrégé).
- 8 À moins bien entendu d'une hausse substantielle de la productivité dans le secteur des biens non marchands dans ces pays, ce qui est très improbable.
- 9 Cet indicateur est calculé sous forme de ratio de deux ratios: le ratio entre les exportations de chaque secteur d'une économie et les exportations totales de cette économie par rapport au ratio entre les exportations mondiales pour chaque secteur et le total des exportations mondiales. Plus l'ARC d'un secteur est élevé, plus l'économie se spécialise dans ce secteur compte tenu des profils mondiaux de spécialisation, ce qui révèle un avantage comparatif plus fort dans ce secteur.
- 10 En termes mathématiques, les quatre éléments sont les suivants:

	Effet sur la part de marché	Effet sur la structure du marché	Effet d'adaptation à la croissance du marché	Effet d'adapta- tion à la stagnation du marché
où:				
$x_j = \sum_i X_{ij} / \sum_i \sum_j X_{ij}$				est la part totale des exportations d'un pays dans le total des exportations mondiales.
$x_{ij} = X_{ij} / \sum_j X_{ij}$				est la part d'un secteur donné d'un pays par rapport au total de ses exportations.
$y_{ij} = \sum_j X_{ij} / \sum_i \sum_j X_{ij}$				est la part du total des exportations d'un secteur dans le total des exportations mondiales.
$X_{ij}$				les exportations des firmes situées dans un pays j dans le secteur i.

## Bibliographie

- Appleton, S. (1998). Changes in poverty in Uganda, 1992-1996, Centre for Study of African Economies, Oxford University, document ronéotypé.
- Arndt, C., Dorosh, P., Fontana, M., Zohir, S., El-Said, M., et Lungren, C. (2002). Opportunities and challenges in agriculture and garments: a general equilibrium analysis of the Bangladesh economy, Discussion Paper No. 107, Institut international de recherche sur les politiques alimentaires, Washington, DC.
- Balassa, B. (1985). Exports, policy choices, and economic growth in developing countries after the 1973 oil shock, *Journal of Development Economics*, 18: 23-35.
- Banque mondiale (1997). Accelerating Malawi's growth: Long-term Prospects and Transitional Problems, Southern Africa Department, Washington, DC.
- Barrett C. (1998). Immiserized growth in liberalized agriculture, *World Development*, 26 (5): 743-753.
- Booth, D., Kasente, D., Mavrotas, G., Mugambe, G. et Muwonge, A. (2003). Ex ante poverty and social impact analysis: Uganda demonstration exercise, ([http://poverty.worldbank.org/files/14689\\_Uganda\\_Final\\_PSIa.doc](http://poverty.worldbank.org/files/14689_Uganda_Final_PSIa.doc)).
- Borgatti, L. (2003). Trade policy regimes of the least developed countries, document de travail établi dans le cadre de la préparation de *Les pays les moins avancés, Rapport 2004*, CNUCED, Genève.
- Butkevicius, A., Kadri, A., Mayer, J. et Pizarro, J. (2003). Dynamic Products in World Exports, *Review of World Economics*, 139(4).
- CNUCED (1999). *Rapport sur le commerce et le développement 1999. Commerce, financement et croissance*, publication des Nations Unies, numéro de vente: F.99.II.D.1, Genève.
- CNUCED (2000). *Les pays les moins avancés, Rapport 2000 — Aide, flux de capitaux privés et dette extérieure: le défi du financement du développement dans les PMA*, publication des Nations Unies, numéro de vente: F.00.II.D.21, Genève.
- CNUCED (2002). *Les pays les moins avancés, Rapport 2002 — Échapper au piège de la pauvreté*, publication des Nations Unies, numéro de vente: F.02.II.D.13, Genève.
- Cockburn, J. (2002). Trade liberalization and poverty in Nepal. A computable general equilibrium micro simulation analysis, Department of CREFA, Université du Québec et Department of CSAE, Université d'Oxford, Oxford.
- Cogneau, D. et Robilliard, A. S. (2000). Growth, distribution and poverty in Madagascar: Learning from a microsimulation model in a general equilibrium framework. TMD Discussion Paper No. 61, Institut international de recherche sur les politiques alimentaires, Washington, DC.
- Collier, P., et Gunning, J. W. (1999). The microeconomics of African growth, 1950-2000, AERC Collaborative Research Project on *Explaining African Economic Growth, 1950-2000*, ([http://www.gdnet.org/pdf/308\\_Collier-Gunning.pdf](http://www.gdnet.org/pdf/308_Collier-Gunning.pdf)).
- Cramer, C. (1999). Can Africa industrialise by processing primary commodities? The case of Mozambican cashew nuts, *World Development*, 27 (7): 1247-1266.
- Deininger, K. et Okidi, J. (2003). Growth and poverty reduction in Uganda: 1999-2000, panel data evidence, *Development Policy Review*, 21(4): 481-509.
- Delgado, C. L. (1992). Why domestic food prices matter to growth strategy in semi-open West African economies, *Journal of African Economies* 1(3): 446-71.
- Delgado, C. L. (1996). Agricultural transformation: the key to broad-based growth and poverty alleviation in Africa, in B. Ndulu, N. van de Walle, and Contributors (eds.), *Agenda for Africa's Economic Renewal*, Transaction Publishers, New Brunswick (États-Unis).
- De Rosa, D. et Roningen, V. (2002). Rwanda as a free trade zone: an inquiry into the economic impacts, Rapport établi pour la Mission des États-Unis au Rwanda de l'Agency for International Development des États-Unis, ADR Policy Brief No. 11, Virginie (États-Unis).
- Dorosh, P. et Sahn, D.E. (2000). A general equilibrium analysis of the effect of macroeconomic adjustment on poverty in Africa, *Journal of Policy Modeling*, 22 (6): 753-776.
- Dorosh, P., Sahn, D.E. et Younger, S. (1996). Exchange rate, fiscal and agricultural policies in Africa: does adjustment hurt the poor?, *World Development*, 24 (4): 719-747.
- Edwards, S. (1992). The sequencing of structural adjustment and stabilization, Occasional Paper No. 34, International Center for Economic Growth, Université du Pacifique, Californie.
- Edwards, S. (1997). Trade liberalisation reforms and the World Bank, *American Economic Review*, cent quatrième réunion annuelle de l'American Economic Association, 87 (2): 43-48.
- Fane, G. (2003). Trade liberalisation and poverty reduction in Lao PDR, Economics Division of the Research School of Pacific and Asian Studies, Australian National University, document de travail à l'intention de l'UNU/WIDER Conference on Sharing Global Prosperity, 5-7 septembre 2003, Helsinki.
- Greene, W. (1997). *Econometric Analysis*, Prentice-Hall, New Jersey.

- Harrigan, J. (2001). *From Dictatorship to Democracy: Economic Policy in Malawi 1964-2000*, Ashgate Publishing Company, Vermont (États-Unis).
- Heston, A., Summers, R., et Aten, B. (2002). Penn World Table version 6.1, Center for International Comparisons, Université de Pennsylvanie.
- Cadre intégré (2003a). Diagnostic Trade Integration Study: Ethiopia, vol. 2, annexe 8.
- Cadre intégré (2003b). Diagnostic Trade Integration Study: Guinea, vol. 1, annexes 8 et 9.
- Cadre intégré (2003c). Diagnostic Trade Integration Study: Madagascar, vol. 1, overview and background report.
- Cadre intégré (2003d). Diagnostic Trade Integration Study: Malawi, vol. 2, annexe 8.
- Jenkins, R. et Sen, K. (2004). International trade and employment outcomes in the south: four country case-studies, School of Development Studies, University of East Anglia, Norwich (Royaume-Uni).
- Keen, M. et Lighthart, J. (2002). Coordinating tariff reduction and domestic tax reform, *Journal of International Economics*, 56(2): 407-425.
- Khondker, B. et Mujeri, M. (2002). Poverty implications for trade liberalization in Bangladesh: a general equilibrium approach, Bangladesh Institute of Development Studies, University of Dhaka, Dhaka.
- Laursen, K. (1997). The impact of technological opportunity on the dynamics of trade performance, Working Paper No. 96-12, Danish Research Unit for Industrial Dynamics (Danemark).
- Laursen, K. (1998). How structural change differs, and why it matters (for economic growth), Working Paper No. 98-25, Danish Research Unit for Industrial Dynamics (Danemark).
- McCulloch, N., Baulch, B. et Cherel-Robson, M. (2000). Poverty, inequality and growth in Zambia during the 1990s, Institute for Development Studies Discussion Paper No. 67, Brighton, Sussex.
- McMillan, M., Rodrik, D., Welch, K. (2002). When economic reform goes wrong: Cashews in Mozambique, document ronéotypé (<http://ksghome.harvard.edu/~drodrik.academic.ksg/>).
- Meller, P. (1994). The Chilean trade liberalization and export expansion process 1974-90. In: Helleiner, G., éd., *Trade Policy and Industrialization in Turbulent Times*, Routledge, Londres.
- Michaely, M. (1986). The timing and sequencing of a trade liberalisation policy. In: Choksi, S. et Papageorgiu, D. éd., *Economic Liberalisation in Developing Countries*, Basil Blackwell Ltd., Oxford.
- Morrissey, O., Rudaheranwa, N., et Moller, L. (2003). Trade policies, performance and poverty in Uganda, Uganda Trade and Poverty Project ([http://www.odi.org.uk/iedg/projects/utpp\\_summary.pdf](http://www.odi.org.uk/iedg/projects/utpp_summary.pdf)).
- PMAU (2002). Uganda poverty status report 2001, PMAU, Ministère des finances, de la planification et du développement économique, Kampala.
- Rodrik, D. (1990). How should structural adjustment programs be designed?, *World Development*, 18(7): 933-947.
- Rodrik, D. (1992). The limits of trade policy reform in developing countries, *Journal of Economic Perspectives*, 6(1): 87-105.
- Sachs, J. et Warner A. (1995). Economic reform and the process of global integration, *Brookings Papers on Economic Activity*, 1-118.
- Santos-Paulino, A. (2002a). Trade liberalization and export performance in selected developing countries, *Journal of Development Studies*, 39: 140-164.
- Santos-Paulino, A. (2002b). The effect of trade liberalization on import growth in developing countries, *World Development*, 30: 959-974.
- Santos-Paulino, A. (2003). Trade liberalization, exports, imports, aid, and the balance of payments in least developed countries, document de travail établi dans le cadre de la préparation de *Les pays les moins avancés, Rapport 2004*, CNUCED, Genève.
- Santos-Paulino, A. et Thirlwall, A. P. (2004). The impact of trade liberalization on exports, imports and the balance of payments of developing countries, *The Economic Journal*, 114(493): 50-73.
- Shatz, H. et Tarr, D.G. (2000). Exchange rate overvaluation and trade protection: lessons from experience, World Bank Working Paper No. 2289, Banque mondiale, Washington, DC.
- Stifel, D. et Randrianarisoa, J.-C. (2004). Rice prices, agricultural input subsidies, transactions costs and seasonality: a multi-market model poverty and social impact analysis (PSIA) for Madagascar, Lafayette College, Cornell University, and FOFIFA (États-Unis).
- Stifel, D., Minten, B. et Dorosh, P. (2003). Transaction costs and agricultural productivity: implications of isolation for rural poverty in Madagascar, MSSD Discussion Paper No. 56, Institut international de recherche sur les politiques alimentaires, Washington, DC.
- Tsikata, Y. (2003). Making trade work for the poor, Réunion de haut niveau sur le commerce et le développement, Copenhague, (<http://www.um.dk/udenrigspolitik/handel&udvikling/background/DTIS-paper.pdf>).
- Wuyts, M. (2001). Informal economy, wage goods and accumulation under structural adjustment theoretical reflections based on the Tanzanian experience, *Cambridge Journal of Economics*, 25(3): 417-432.